

L'Empire Acculé

Prologue

Bruxelles, janvier 2026. Salle de réunion au quatorzième étage de la Commission européenne.

Élise Fontaine pose son café sur la table et ouvre le rapport. Vingt-cinq ans qu'elle travaille ici. Vingt-cinq ans à négocier des accords commerciaux, à défendre l'architecture financière transatlantique, à expliquer à ses interlocuteurs pourquoi le dollar restait la colonne vertébrale du système international. Elle y croyait. Pas naïvement — lucidement. Le système avait ses défauts, ses injustices, ses angles morts. Mais il tenait. Il fonctionnait. Et les alternatives semblaient toujours plus dangereuses que l'ordre établi.

Son collègue Thomas lui a envoyé les chiffres la veille au soir, sans commentaire.

Achats d'or des banques centrales mondiales : 2022 — 1 136 tonnes. 2023 — 1 037 tonnes. 2024 — 1 045 tonnes. Les trois années les plus élevées jamais enregistrées depuis que les statistiques existent. Chine, Inde, Pologne, Turquie, Kazakhstan, Singapour — des dizaines de pays qui, en silence et méthodiquement, convertissent leurs réserves en dollars en métal jaune.

Elle connaît la raison. Tout le monde la connaît. En février 2022, Washington a gelé 300 milliards de réserves de la Banque centrale russe. Un message clair envoyé au monde entier : les dollars que vous détenez ne vous appartiennent pas vraiment. Ils vous sont prêtés sous condition. Nous pouvons les reprendre.

L'or, lui, ne peut pas être gelé. Il n'a pas de code SWIFT. Il ne passe pas par Fedwire. Il ne dépend d'aucun serveur américain, d'aucune autorisation du Trésor. Il existe physiquement, dans des coffres, et il appartient à celui qui le détient.

Élise repose le rapport. Par la fenêtre, elle voit les bâtiments du Parlement européen, le drapeau bleu étoilé qui claque dans le vent froid de janvier.

Elle pense à tous les accords qu'elle a signés, à toutes les défenses du système qu'elle a construites au fil des années. Elle pense aux réserves de change européennes — en grande partie libellées en dollars. Elle pense à ce que signifie détenir les obligations d'un État dont la dette dépasse 35 000 milliards de dollars et croît de 1 000 milliards tous les cent jours.

Elle pense à la fissure dans le mur qu'elle a mis vingt-cinq ans à ne pas voir.

Ce n'est pas une révélation soudaine. C'est la conclusion lente et résistée d'une longue accumulation de preuves. Le château existe toujours. Ses tours sont encore debout. Ses drapeaux flottent encore.

Mais sous ses fondations, l'eau monte.

Ce livre est une tentative de voir clairement ce qui se passe — non pas pour céder à la panique, mais pour comprendre la transition avant qu'elle nous arrive dessus.

Un empire en déclin qui panique est plus dangereux qu'un empire serein qui domine. C'est ça, le vrai risque.

Et nous, Européens, ne sommes pas des spectateurs. Nous sommes des acteurs — souvent malgré nous — d'un système dont nous n'avons jamais vraiment débattu démocratiquement.

Il est temps d'ouvrir les yeux.

Le privilège exorbitant qui craque

En 1965, le ministre français des Finances Valéry Giscard d'Estaing invente une expression qui résume tout : le « privilège exorbitant ». Il décrit la capacité des États-Unis à s'endetter sans limite dans leur propre monnaie, à faire financer leur déficit par le reste du monde, à importer plus qu'ils n'exportent depuis des décennies sans jamais se retrouver à court de devises.

Ce privilège ne tombait pas du ciel. Il reposait sur une architecture précise, construite pièce par pièce depuis 1944.

L'architecture de Bretton Woods

En juillet 1944, à Bretton Woods dans le New Hampshire, les délégués de 44 nations alliées définissent l'ordre monétaire mondial d'après-guerre. Le dollar devient la monnaie de réserve internationale. Toutes les autres monnaies s'arrimaient au dollar. Et le dollar s'arrimait à l'or — à raison de 35 dollars l'once.

Le système reposait sur une promesse simple : tout détenteur de dollars pouvait les échanger contre de l'or physique auprès du Trésor américain. Les États-Unis garantissaient la valeur de leur monnaie par leurs réserves métalliques.

Pendant vingt-cinq ans, l'architecture tient. Le dollar est la monnaie fiable, l'étalon de mesure, le rail du commerce mondial.

Puis vient le Vietnam. Et la Grande Société de Lyndon Johnson. Les États-Unis dépensent simultanément pour une guerre coûteuse et pour un programme social ambitieux — sans augmenter les impôts. Ils impriment des dollars. Beaucoup de dollars. Plus que leurs réserves d'or ne peuvent garantir.

Les partenaires le voient. La France, sous de Gaulle, commence à échanger ses dollars contre de l'or physique — légitimement, selon les règles de Bretton Woods. D'autres suivent.

Le choc Nixon — la grande rupture

Le 15 août 1971, un dimanche soir, Richard Nixon apparaît à la télévision américaine et annonce la fin de la convertibilité du dollar en or. Unilatéralement. Sans concertation avec les alliés. Les règles de Bretton Woods sont abolies d'un trait.

Le dollar n'est plus garanti par rien de tangible. C'est désormais une monnaie fiduciaire pure — elle vaut parce qu'on décide collectivement qu'elle vaut, parce que les échanges mondiaux sont libellés en elle, et parce que les États-Unis ont la puissance militaire pour maintenir cet ordre.

Mais Henry Kissinger comprend immédiatement le problème : si le dollar n'est plus garanti par l'or, il faut lui trouver une autre garantie. Quelque chose que tout le monde veut, quelque chose dont tout le monde a besoin.

Le pétrodollar — or noir contre papier vert

Entre 1972 et 1974, Kissinger mène des négociations secrètes avec le roi Fayçal d'Arabie Saoudite. L'accord qui en sort ne sera jamais officiellement publié, mais ses termes sont désormais bien documentés.

Washington s'engage à protéger militairement la famille royale saoudienne contre toute menace intérieure ou extérieure. En échange, Riyad s'engage à deux choses : vendre son pétrole exclusivement en dollars, et recycler ses pétrodollars en bons du Trésor américains.

L'OPEP suit. En quelques années, la quasi-totalité du pétrole mondial est vendu en dollars. Ce qui signifie que tout pays qui veut acheter du pétrole — c'est-à-dire tout pays du monde — doit d'abord acquérir des dollars. La demande structurelle de dollars est garantie. Le privilège exorbitant est restauré — non plus par l'or, mais par le pétrole et les fusils.

Le système tient pendant cinquante ans.

Les quatre eaux qui montent

Aujourd'hui, quatre phénomènes simultanés sapent les fondations de cette architecture.

Première eau : la dédollarisation. La part du dollar dans les réserves mondiales de change est passée de 71% en 2000 à moins de 58% en 2024. Les transactions commerciales entre la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, les pays du Golfe se multiplient en yuan, en roupie, en roubles, en accords de troc directs. Ce n'est pas encore une rupture — c'est une érosion lente et continue. Chaque point de pourcentage perdu représente moins de demande structurelle de dollars, donc un coût d'emprunt plus élevé pour Washington.

Deuxième eau : la dette et les taux d'intérêt. Le cycle de baisse des taux qui a duré de 1980 à 2020 est terminé. En 2024, les États-Unis ont payé plus de 1 000 milliards de dollars en intérêts sur leur dette nationale — dépassant pour la première fois le budget de la défense. Le mur de refinancement est colossal : 9 000 milliards de dollars de dette arrivent à maturité en 2024-2025, à des taux nettement supérieurs aux taux auxquels ils avaient été émis. La spirale commence à s'emballer.

Troisième eau : la confiance brisée. La saisie des réserves russes en février 2022 a envoyé un signal que Washington n'avait pas mesuré. Les banques centrales du monde entier ont enregistré la leçon : les dollars peuvent être gelés, les réserves peuvent être confisquées, le système SWIFT peut être utilisé comme arme. L'or, lui, existe physiquement. Il ne

peut pas être gelé par un décret du Trésor américain. Les achats d'or atteignent des records historiques depuis 2022 — pas par tradition, par calcul de survie institutionnelle.

Quatrième eau : la trappe à dette interne. La polarisation politique américaine rend tout ajustement structurel impossible. Augmenter les impôts ? Politiquement suicidaire à droite. Couper les dépenses sociales ? Politiquement suicidaire à gauche. Couper le budget militaire ? Impensable pour les deux partis. Chaque tentative de sortie de la trappe l'enfonce plus profondément. Le système politique américain est conçu pour dépenser — pas pour réduire.

Ce que ça signifie

Ces quatre phénomènes ne sont pas des cycles. Ce ne sont pas des corrections temporaires qui se résoudront d'elles-mêmes quand la croissance reprendra.

Ce sont des mutations structurelles du système monétaire international.

Le château est toujours debout. Les tours sont encore visibles. Les marchés fonctionnent encore. Le dollar circule encore.

Mais les fondations bougent. Et quand les fondations bougent, ce n'est pas la chute qui est dangereuse en premier — c'est la panique de ceux qui sont en haut.

La dette — quand l'arithmétique devient politique

Il y a des chiffres qui ne mentent pas. Pas parce qu'ils sont objectifs — tous les chiffres sont interprétables. Mais parce qu'ils produisent des conséquences réelles, indépendamment de ce qu'on en pense.

La dette fédérale américaine dépasse 35 000 milliards de dollars en 2024. Elle a doublé en dix ans. Elle croît de 1 000 milliards de dollars tous les cent jours environ — soit environ 10 milliards par jour, soit 115 000 dollars par seconde.

Ces chiffres ne sont pas des projections alarmistes. Ce sont des données du Trésor américain.

Le mur de refinancement

La dette n'est pas un bloc monolithique. Elle est composée de milliers d'obligations émises à des dates différentes, à des taux différents, avec des maturités différentes. Quand une obligation arrive à maturité, le Trésor en émet une nouvelle pour la rembourser — à des conditions qui reflètent les taux du moment.

Entre 2024 et 2026, environ 9 000 milliards de dollars de dette américaine arrivent à maturité. Ces obligations avaient été émises à l'époque des taux zéro — certaines à 0,5%, à 1%, à 1,5%. Elles doivent être refinancées aux taux actuels — 4%, 4,5%, 5%.

La différence de coût est astronomique. Une obligation de 1 000 milliards émise à 1% coûte 10 milliards par an en intérêts. La même obligation émise à 4,5% coûte 45 milliards. Multipliez par neuf — par 9 000 milliards à refinancer.

En 2024, les États-Unis ont pour la première fois dans leur histoire payé plus en intérêts sur leur dette nationale qu'en dépenses militaires. Plus que le budget de l'armée, de la marine, de la force aérienne, des marines, du renseignement, des bases à l'étranger — combinés.

Et ce n'est qu'un début. La courbe est exponentielle, pas linéaire.

La trappe à dette

Une trappe à dette se referme quand les intérêts de la dette dépassent la capacité de croissance de l'économie à les financer. À ce stade, chaque dollar de déficit supplémentaire génère moins d'un dollar de croissance — mais un dollar d'intérêts supplémentaires dans le futur.

Les États-Unis n'y sont pas encore formellement. Mais ils s'en approchent. Et le problème n'est pas seulement économique — il est politique.

Pour sortir d'une trappe à dette, il existe trois voies historiques.

La première : **la croissance**. Si l'économie croît plus vite que la dette, le ratio dette/PIB diminue mécaniquement. C'est ce que les États-Unis ont fait après 1945 — la dette de guerre était massive, mais la croissance des Trente Glorieuses l'a diluée. Problème : la croissance américaine actuelle ne compense pas le rythme de création de dette. Et les gains de productivité liés à l'IA, s'ils se matérialisent, n'arriveront pas assez vite.

La deuxième : **l'inflation**. En laissant l'inflation éroder la valeur réelle de la dette, l'État se désendette silencieusement — en ponctionnant l'épargne de ses citoyens et de ses créanciers étrangers. C'est ce que Rome a fait avec le debasement du denier. C'est ce que tous les empires en difficulté ont fait à un moment ou un autre. Le problème : l'inflation crée de l'instabilité politique, détruit la classe moyenne, et érode la confiance dans la monnaie — accélérant précisément la dédollarisation que Washington veut éviter.

La troisième : **l'ajustement structurel**. Augmenter les recettes fiscales, réduire les dépenses, retrouver un équilibre budgétaire. C'est ce que le FMI recommande aux pays en difficulté. C'est ce que les États-Unis ne peuvent pas faire.

Pourquoi l'ajustement est impossible

Le système politique américain est conçu pour dépenser. La structure constitutionnelle — deux partis, cycles électoraux de deux ans pour la Chambre, base électorale irréductible pour chaque parti — rend tout sacrifice collectif politiquement suicidaire.

Augmenter les impôts sur les entreprises et les riches ? Le Parti républicain en fait une ligne rouge absolue depuis quarante ans. Réduire les dépenses sociales — Medicare, Medicaid, Social Security ? Le Parti démocrate en fait une ligne rouge absolue. Réduire le budget militaire ? Les deux partis s'y opposent — l'un par idéologie impériale, l'autre par crainte d'apparaître "faible".

Il ne reste que le déficit. Toujours le déficit. Et la dette qui s'accumule.

La polarisation politique ne crée pas seulement de la paralysie législative. Elle crée une impossibilité mathématique : celle de trouver une majorité pour une politique de rigueur qui demanderait des sacrifices à l'électorat de base de l'un ou l'autre parti.

Ce que l'histoire enseigne

Rome a résolu son problème de dette par le débasement du denier. De l'époque de Marc Aurèle à celle de Dioclétien, la teneur en argent du denier est passée de 85% à moins de 5%. L'inflation a suivi. Puis le chaos économique. Puis l'effondrement — pas en un jour, mais sur deux siècles.

L'Espagne des Habsbourg a résolu le même problème de la même façon. L'afflux d'or et d'argent américain au XVI^e siècle avait créé l'illusion de la richesse. Quand les mines s'épuisèrent, les défauts souverains se succédèrent — 1557, 1575, 1596, 1607, 1627. La puissance militaire espagnole, la plus grande du monde, était financièrement à bout.

Le Royaume-Uni a géré son déclin différemment — avec davantage de lucidité. Entre 1945 et 1956, les élites britanniques ont accepté que l'heure de la domination absolue était passée. Elles ont ordonné le retrait des colonies, accepté la primauté américaine, réorienté l'économie vers l'intérieur. Dououreux. Humiliant par moments. Mais géré.

La différence entre ces modèles tient à une seule variable : la capacité des élites dirigeantes à nommer la réalité.

Aux États-Unis en 2024, cette capacité n'existe pas. Non par manque d'intelligence — les économistes du Trésor, de la Fed, des universités voient les chiffres. Mais par impossibilité politique de les dire publiquement sans se suicider électoralement.

L'arithmétique, elle, ne vote pas. Elle s'accumule.

L'or — le signal qui ne trompe pas

Il y a une question que les économistes mainstream ont du mal à poser sérieusement parce qu'elle semble appartenir à un autre siècle : pourquoi les banques centrales achètent-elles de l'or ?

L'or ne verse pas de dividendes. Il ne produit pas d'intérêts. Il ne génère aucun rendement. Pendant des décennies, la doctrine financière dominante l'a présenté comme une relique barbare — un actif d'une autre époque, remplacé par les obligations souveraines, les actions, les instruments modernes de la finance.

Et pourtant.

Les chiffres qui ne s'expliquent pas autrement

2022 : les banques centrales mondiales ont acheté 1 136 tonnes d'or — le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis 1950. 2023 : 1 037 tonnes. 2024 : 1 045 tonnes. Trois années consécutives au sommet historique.

Ce n'est pas une coïncidence. Ce n'est pas une mode. C'est une réponse coordonnée — non pas par accord formel, mais par calcul individuel convergent — à un événement précis.

Le 24 février 2022, les armées russes entrent en Ukraine. Le 26 février, Washington, Bruxelles et Londres annoncent le gel de 300 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale de Russie détenues dans les systèmes financiers occidentaux. L'exclusion de la Russie du système SWIFT suit dans les jours qui viennent.

Dans les salles de marché et les ministères des finances de Pékin, New Delhi, Riyad, Ankara, Singapour, Brasília — et dans des dizaines d'autres capitales — la même question se pose simultanément : *si ça peut arriver à la Russie, est-ce que ça peut arriver à nous ?*

La réponse, pour beaucoup, est oui.

Ce que le gel des réserves russes a révélé

Le système monétaire international repose sur une convention : les réserves de change détenues dans des banques étrangères appartiennent à leur propriétaire légitime. Cette convention avait résisté aux guerres froides, aux crises, aux conflits géopolitiques. Elle était la colonne vertébrale de la confiance dans le dollar.

En gelant les réserves russes, Washington a cassé cette convention. Non pas parce que la Russie ne méritait pas de sanctions — c'est un débat légitime. Mais parce que le signal envoyé était universel : les réserves en dollars ne sont pas inconditionnellement les vôtres. Elles sont les vôtres tant que Washington le décide.

Ce message a été entendu par tous les pays qui ont des raisons de craindre un jour de se retrouver dans l'œil du cyclone américain — pour des raisons politiques, commerciales, ou simplement parce qu'ils refuseraient de s'aligner.

La Chine détient encore environ 3 100 milliards de dollars de réserves de change, dont une part substantielle en bons du Trésor américains. Elle a commencé à diversifier. Pas précipitamment — une vente massive de Treasuries ferait s'effondrer leur valeur, ce qui n'est pas dans l'intérêt de Pékin non plus. Mais méthodiquement, progressivement, en achetant de l'or physique chaque trimestre depuis 2022.

L'or ne peut pas être gelé

Voilà la propriété fondamentale qui explique tout : l'or physique, stocké dans des coffres nationaux, n'a pas de code SWIFT. Il ne passe pas par Fedwire. Il n'est pas connecté à un serveur aux États-Unis. Il ne peut pas être freeze par un décret du Trésor américain ou de l'OFAC.

Il existe. Il appartient à celui qui le détient physiquement.

Cette propriété, qui semblait archaïque dans un monde de transactions électroniques instantanées, est redevenue une propriété critique dans un monde où les transactions électroniques peuvent être bloquées politiquement.

Le prix de l'or comme thermomètre de la confiance

Le prix de l'or a dépassé 2 000 dollars l'once en 2023. Puis 2 500 dollars en 2024. Puis 3 000 dollars début 2025.

Certains économistes l'expliquent par l'inflation, par les taux réels négatifs, par la spéculation. Ces facteurs jouent. Mais ils n'expliquent pas entièrement la tendance de fond.

Ce que le prix de l'or mesure, en réalité, c'est le niveau de confiance dans le système monétaire fiduciaire. Quand la confiance est haute, l'or stagne. Quand la confiance vacille, l'or monte. C'est sa fonction depuis cinq mille ans.

Certains analystes — Luke Gromen, Zoltan Pozsar — estiment que si l'or devait servir d'ancrage aux échanges commerciaux mondiaux, son prix d'équilibre serait bien supérieur aux niveaux actuels. Entre 8 000 et 15 000 dollars l'once selon les modèles. Non pas parce que l'or aurait changé de nature — mais parce que la quantité de dollars en circulation a explosé depuis la fin de l'étalon-or, sans que la production d'or ait suivi.

Ce n'est pas une prédiction. C'est une contrainte arithmétique : si le monde veut utiliser l'or comme base des échanges, il faut le revaloriser suffisamment pour couvrir le volume des transactions.

Ce que les banques centrales savent

Les banquiers centraux ne sont pas des idéalistes ou des romantiques de l'étalon-or. Ce sont des technocrates prudents qui gèrent des trillions. Quand ils achètent de l'or en quantités record, ils ne font pas de la politique — ils gèrent le risque.

Le risque qu'ils gèrent s'appelle : *que se passe-t-il si le système dans lequel nous avons placé nos réserves cesse de fonctionner comme prévu ?*

Cette question, posée sérieusement pour la première fois depuis des décennies, est en elle-même le signal le plus fort qui soit.

L'or monte parce que ceux qui savent — ceux qui gèrent des réserves souveraines, qui voient les flux de capitaux de l'intérieur — ont décidé qu'ils ne pouvaient plus se permettre de n'en avoir que peu.

Élise Fontaine a mis vingt-cinq ans à lire ce signal clairement.

Les marchés, eux, l'ont lu depuis 2022.

L'empire acculé — la psychologie d'un déclin refusé

Il existe une différence fondamentale entre un empire qui décline et un empire qui panique.

Le premier gère sa descente. Il taille dans ses ambitions, réoriente ses ressources, accepte de partager la puissance. C'est difficile. C'est humiliant politiquement. Mais c'est possible. Le Royaume-Uni l'a fait entre 1945 et 1956 — en dix ans de retraits douloureux, de décolonisations négociées, de transferts de puissance vers Washington. Aucune guerre mondiale n'en a résulté.

Le second ne peut pas accepter sa descente. Il frappe avant que la fenêtre se ferme. Il double la mise parce que ne pas jouer, c'est déjà avoir perdu. Il prend des risques catastrophiques non par calcul stratégique, mais parce que l'alternative — admettre la fin de la domination absolue — est politiquement, psychologiquement, institutionnellement impossible.

Les États-Unis de 2024 sont dans la deuxième catégorie.

Le système politique qui rend le déclin géré impossible

Pour gérer un déclin, il faut des élites capables de dire à leur peuple : notre moment de domination absolue est terminé. Nous devons nous adapter. Cela va nous coûter quelque chose.

C'est ce que Churchill et Attlee ont dit aux Britanniques à tour de rôle entre 1945 et 1956. Pas sans résistances — la crise de Suez en 1956 fut précisément la tentative désespérée de la vieille garde impériale de refuser l'évidence. Mais le système politique britannique a finalement produit les élites capables d'accepter la transition.

Le système politique américain ne peut pas produire ce discours. Voici pourquoi.

Les cycles électoraux sont trop courts. Un représentant au Congrès est réélu tous les deux ans. Deux ans pour expliquer à ses électeurs pourquoi ils doivent accepter une baisse de leur niveau de vie au nom d'un ajustement à long terme ? Impossible. Il sera remplacé par quelqu'un qui promettra l'inverse.

La structure médiatique amplifie les extrêmes. Les chaînes d'information en continu, les réseaux sociaux, l'économie de l'attention — tout incite à l'outrage, à la simplification, au récit manichéen. “Notre déclin est la faute de nos ennemis” est une histoire plus vendable que “notre déclin est la conséquence de nos propres choix structurels”.

La polarisation rend toute coalition impossible. Pour passer une loi significative au Congrès, il faut construire une majorité à travers une ligne de fracture tribale qui s'est radicalisée depuis trente ans. Sur le budget, sur la dette, sur la politique étrangère — les deux partis ne partagent plus les mêmes faits, encore moins les mêmes remèdes.

Résultat : l'État américain continue de dépenser comme si la croissance était infinie, d'emprunter comme si les taux allaient rester bas, de prétendre à l'hégémonie comme si les défaites afghanes, irakiennes, yéménites n'avaient pas eu lieu.

La logique du joueur acculé

Il y a une logique dans la panique d'un empire acculé. Elle n'est pas irrationnelle — elle est tragiquement cohérente.

Considérons les options disponibles.

Option A : Ne rien faire. Accepter le déclin progressif. Laisser la dédollarisation s'accélérer, les alternatives au SWIFT se consolider, la Chine dominer le Pacifique, l'Iran rejoindre le club nucléaire. C'est le chemin vers un monde multipolaire où les États-Unis sont une grande puissance parmi d'autres — plus la puissance hégémonique unique.

Pour les décideurs américains, c'est politiquement impossible. Aucun président ne peut vendre à son électorat la phrase "nous avons accepté de ne plus être les premiers". Aucun sénateur ne peut voter pour un budget qui reflète une puissance de second rang. Le discours politique américain est structurellement incapable de conceptualiser le "déclin géré" — la culture politique n'en a pas les mots.

Option B : Agir. Frapper l'Iran avant qu'il ait la bombe. Confronter la Chine sur Taiwan avant que la supériorité militaire américaine dans le Pacifique s'érode davantage. Utiliser les sanctions, les coups d'État économiques, la pression militaire pour ralentir la construction des alternatives au dollar.

Chacune de ces actions comporte un risque catastrophique — escalade, guerre régionale, effondrement de l'économie mondiale. Mais elles permettent de "rester dans le jeu". De maintenir l'illusion de la puissance. De ne pas avoir à admettre la fin.

Entre une certitude douloureuse (le déclin géré) et un risque catastrophique (l'action agressive), un empire acculé choisit le risque catastrophique. Parce que le risque catastrophique laisse au moins une chance — si infime soit-elle — de renverser la situation.

C'est la logique du joueur qui a tout perdu sauf ses dernières jetons, et qui double la mise au lieu de quitter la table.

Les fenêtres qui se ferment

Cette logique est intensifiée par le sentiment — réel — que les fenêtres d'action se ferment.

L'Iran approche du seuil nucléaire militaire. Quelques semaines, peut-être quelques mois, séparent sa capacité technique de la production d'une bombe. Chaque année qui passe rend une frappe aérienne plus difficile — les installations sont enfouies, dispersées, durcies. La fenêtre pour détruire le programme nucléaire iranien par la force se ferme. Après, il sera trop tard.

Taiwan : la marine et l'armée de l'air américaines dominent encore le détroit de Taiwan. Mais l'écart de puissance avec la Chine se réduit chaque année. Les estimations du Pentagone situent l'équilibre — le moment où la Chine peut contester sérieusement la supériorité américaine dans la région — entre 2027 et 2030. Après ce point, toute intervention militaire américaine en faveur de Taiwan sera incomparablement plus coûteuse.

Le système BRICS : chaque mois, l'infrastructure financière alternative devient plus solide. mBridge gagne en participants. BRICS Pay s'étend. Le réseau de transactions bilatérales hors dollar s'approfondit. Chaque mois qui passe rend les sanctions économiques un peu moins efficaces — parce que les canaux alternatifs existent davantage.

Pour les décideurs américains qui voient ces évolutions, le sentiment d'urgence est réel. Pas irrationnel — tragiquement rationnel dans le cadre de leur propre logique. Chaque mois d'inaction est un mois de moins pour agir.

Ce qui rend cela dangereux pour le reste du monde

L'empire acculé n'est pas seulement un problème américain. C'est un problème mondial.

Un empire sûr de sa puissance peut se permettre la retenue. Il peut calculer, négocier, différer. Il sait qu'il peut se permettre d'attendre parce que le temps joue pour lui.

Un empire qui sent le temps jouer contre lui ne peut plus se permettre ces luxes. Il frappe, il sanctionne, il déstabilise — non par sadisme, mais parce que chaque jour d'inaction ressemble à une défaite supplémentaire.

C'est ça, le vrai risque.

Pas la puissance américaine en soi. La panique de la puissance américaine en déclin.

L'Europe — complice et victime

Il y a un angle mort dans la plupart des analyses de la crise du système pétrodollar. On parle des États-Unis. On parle de la Chine. On parle des BRICS. On parle du Sud global qui s'émancipe.

On ne parle presque jamais de l'Europe.

Pourtant, l'Europe est dans une position singulière. Elle n'est pas une puissance hégémonique en déclin — elle n'a jamais eu cette ambition collective. Elle n'est pas une puissance montante qui construirait une alternative. Elle est quelque chose de plus complexe et de plus inconfortable : la complice qui paie la facture.

Trente ans de fausse monnaie

Les réserves de change des banques centrales européennes sont massivement libellées en dollars. Les échanges commerciaux entre pays européens se font en euros, certes — mais le commerce avec le reste du monde passe encore largement par le dollar. Le pétrole, le gaz, les matières premières, les équipements militaires — tout est libellé en une monnaie que l'Europe ne contrôle pas et dont elle ne gère pas la création.

Ce que Giscard d'Estaing appelait le “privilège exorbitant” des États-Unis, c'était simultanément le “coût exorbitant” de tous ceux qui utilisaient le dollar sans en contrôler les règles. L'Europe a payé ce coût pendant soixante ans — silencieusement, parce que l'alternative semblait pire, parce que le parapluie de sécurité américain justifiait la dépendance monétaire, parce que personne ne voulait vraiment regarder les chiffres en face.

Les réserves en dollars des banques centrales européennes représentent des montants colossaux. Si le dollar perd 30 à 40% de sa valeur réelle dans la transition — ce qui est une hypothèse prudente dans certains scénarios de dédollarisation accélérée — c'est une ponction directe, massive et irréversible sur la richesse accumulée par des générations d'Européens.

Ce n'est pas une garantie. C'est une fausse monnaie — une monnaie garantie non par de l'or ou de la production réelle, mais par des bases militaires, des porte-avions, et un rapport de force géopolitique qui s'érode.

Le coût des sanctions

L'épisode le plus révélateur est celui des sanctions contre la Russie après février 2022.

La décision politique a été prise à Washington. Bruxelles a suivi — rapidement, presque mécaniquement, sans débat public sérieux sur les conséquences pour les économies européennes. L'Ukraine était envahie. Les valeurs démocratiques étaient en jeu. La solidarité avec Kiev était légitime. Personne ne le conteste.

Mais les conséquences économiques de ces sanctions ont frappé l'Europe incomparablement plus fort que les États-Unis.

L'Europe importait environ 40% de son gaz naturel de Russie avant 2022. Les États-Unis, eux, sont exportateurs nets d'énergie. Quand le gaz russe a été coupé, l'Europe a acheté du GNL américain — à des prix trois à quatre fois supérieurs aux prix d'avant-guerre. Les entreprises industrielles européennes — en particulier allemandes — qui avaient construit leur compétitivité sur l'énergie bon marché ont subi un choc structurel dont certaines ne se remettront pas.

La récession industrielle de l'Allemagne en 2023-2024 est directement liée à ce choc énergétique. L'Allemagne, locomotive économique de l'Europe depuis trente ans, a vu sa production industrielle chuter, ses entreprises délocaliser, sa base productive s'éroder.

Washington a décidé. L'Europe a payé.

Et les États-Unis, dans le même temps, ont vendu leur gaz à prix fort à un continent qui n'avait plus d'autre choix.

L'OTAN — financer sa propre subordination

Depuis 1949, les États-Unis maintiennent environ 100 000 soldats en Europe, des centaines de bases militaires, des systèmes de commandement intégrés. Le coût est partagé — les Européens paient leur propre défense sous commandement américain.

Ce n'est pas seulement une dépense. C'est une dépendance structurelle.

L'Europe ne dispose pas d'une capacité autonome de projection de force. Elle n'a pas de commandement militaire européen indépendant capable de mener des opérations significatives sans le soutien américain — en renseignement, en logistique, en munitions, en systèmes de commandement. Elle a confié cette capacité aux États-Unis depuis soixante-quinze ans.

Cette dépendance n'est pas gratuite. Elle coûte des centaines de milliards par an en budgets militaires nationaux. Elle coûte aussi une perte de souveraineté politique — la capacité à mener une politique étrangère vraiment autonome est contrainte par le fait que la défense ultime dépend de Washington.

Des sénateurs américains l'ont dit clairement, à plusieurs reprises : l'OTAN est un deal. Vous payez, vous vous alignez, vous achetez nos armes, vous soutenez nos positions — ou nous réexaminons notre engagement.

Ce n'est pas de l'amitié transatlantique. C'est un contrat asymétrique.

Le créancier aveugle

L'Europe est dans la position du créancier d'un débiteur insolvable qui continue à lui prêter.

Les banques européennes, les fonds de pension européens, les banques centrales européennes détiennent des montants considérables de dette américaine. Admettre la dévaluation probable de ces actifs serait admettre une perte patrimoniale colossale. Alors on ne l'admet pas. On prête encore. On refinance. On espère que l'arithmétique va se résoudre d'elle-même.

Ce mécanisme psychologique — le refus d'admettre la perte parce qu'admettre la perte serait trop douloureux — s'appelle en finance comportementale le biais de persistance. Il produit des catastrophes à chaque fois qu'il s'applique à grande échelle.

L'Europe a un deuxième problème : elle n'a pas de stratégie. Pas de réponse cohérente à la question “que faisons-nous si le dollar se dévalue brutalement ?”, “que faisons-nous si les États-Unis se désengagent de l'OTAN ?”, “que faisons-nous si les sanctions perdent leur efficacité parce que les alternatives existent désormais ?”

Ces questions ne sont pas posées publiquement. Elles sont discutées dans des cercles étroits, dans des rapports confidentiels, dans des conversations entre experts. Mais pas dans le débat démocratique.

Ce que l'Europe pourrait faire — et ne fait pas

L'Europe n'est pas sans ressources. Elle représente le plus grand marché intérieur du monde. L'euro est la deuxième monnaie de réserve internationale. Elle a les institutions, le droit, le capital humain pour construire une autonomie stratégique réelle.

Mais construire cette autonomie demanderait d'abord de nommer le problème. De dire publiquement ce que beaucoup savent en privé : notre dépendance au dollar et à la puissance militaire américaine n'est pas un choix optimal — c'est une dépendance héritée de la Guerre froide qui n'a jamais été réévaluée sérieusement.

Ce discours n'existe pas encore dans l'espace politique européen. Les dirigeants qui s'en approchent — Macron sur "l'autonomie stratégique européenne", quelques voix allemandes sur la nécessité d'une politique étrangère indépendante — sont marginalisés, accusés d'antiaméricanisme, de naïveté, de faire le jeu de Poutine.

Pendant ce temps, l'eau monte.

L'Europe regardera-t-elle le château s'effondrer depuis ses fenêtres — ou choisira-t-elle de construire quelque chose qui ne repose pas sur le sable ?

Cette question n'est pas rhétorique. Elle est urgente.

Le Sud global — construire l’alternative sans demander la permission

Il y a quelque chose que les médias occidentaux ont du mal à voir : pendant qu’on discutait des sanctions contre la Russie, de la dédollarisation comme d’un risque hypothétique, des BRICS comme d’un club de mécontents sans programme réel — une infrastructure alternative au système pétrodollar se construisait, brique par brique, sans attendre l’autorisation de Washington ou de Bruxelles.

Ce n’est pas une révolution proclamée. C’est une ingénierie patiente.

L’élargissement des BRICS — le signal politique

En août 2023, au sommet de Johannesburg, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) annoncent l’intégration de six nouveaux membres : l’Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l’Iran, l’Éthiopie, l’Égypte, l’Argentine.

C’est un moment symboliquement énorme. L’Arabie Saoudite — la clé de voûte du pétrodollar depuis 1974 — rejoint le groupe qui construit l’alternative au pétrodollar. Le message est clair : Riyad diversifie ses alliances. L’accord Kissinger de 1974 n’est plus sacré.

L’Iran, sous sanctions depuis 45 ans, rejoint également — signal que le “camp des sanctionnés” n’est plus un camp d’isolés, mais un réseau en croissance.

En 2024, une quinzaine d'autres pays ont demandé à rejoindre les BRICS ou les BRICS+ en tant que membres associés. L'Indonésie, la Turquie, le Mexique, l'Algérie. Des pays qui ne sont pas des ennemis des États-Unis — mais des pays qui refusent de choisir un camp et préfèrent maintenir des relations avec tout le monde.

Ce mouvement n'est pas anti-occidental par nature. Il est pro-souveraineté. Ces pays ont retenu la leçon des sanctions contre la Russie, contre l'Iran, contre Cuba, contre le Venezuela : être dans le camp des sanctions imposées par Washington signifie être exposé à être la prochaine cible. Ils construisent une assurance.

mBridge — le SWIFT alternatif en phase pilote

Le projet mBridge est le développement le plus concret et le moins médiatisé de cette transition.

Lancé en 2021 sous l'égide de la Banque des règlements internationaux (BIS) avec la Chine, les Émirats arabes unis, Hong Kong et la Thaïlande, mBridge est une plateforme de règlement multilatérale utilisant des monnaies numériques de banques centrales (CBDC). Elle permet des transactions directes entre pays participants, sans passer par SWIFT, sans passer par le système de correspondance bancaire en dollars.

En 2024, mBridge est entré en phase pilote commercial. Des transactions réelles sont réglées sur la plateforme. L'infrastructure existe. Elle fonctionne.

D'autres pays ont demandé à rejoindre le pilote. À terme, si la plateforme s'élargit suffisamment, elle deviendra un système parallèle à SWIFT — pas son remplacement immédiat, mais son concurrent viable.

Pour Washington, c'est précisément ce que les sanctions visaient à empêcher. Chaque pays sanctionné a contribué, par sa nécessité de survie économique, à construire l'outil qui rendra les prochaines sanctions moins efficaces.

BRICS Pay et les transactions bilatérales

Annoncé au sommet de Kazan en octobre 2024, BRICS Pay est le système de paiement de détail entre pays membres. L'objectif est de permettre aux entreprises et aux particuliers des pays BRICS d'effectuer des transactions commerciales dans leurs monnaies nationales respectives — sans conversion en dollars, sans passer par des banques correspondantes américaines.

En parallèle, le réseau de swaps de devises bilatéraux s'étend. La Chine a signé des accords de swap avec plus de 40 pays. Ces accords permettent des transactions commerciales directes en yuan contre monnaie locale — Pékin verse des yuan à la banque centrale partenaire, qui peut les utiliser pour acheter des biens et services chinois, sans jamais toucher un dollar.

Ces mécanismes sont encore fragmentaires, encore limités en volume comparés au système dollar. Mais ils existent. Et leur existence change le calcul des sanctions.

Ce que le Sud global voit que l'Europe ne voit pas

Il y a une asymétrie d'information remarquable dans la façon dont la crise du système dollar est perçue.

En Europe, dans les cercles officiels, la dédollarisation est encore souvent présentée comme un risque lointain, hypothétique, que les institutions compétentes surveillent mais qui ne justifie pas de révision stratégique urgente. Les banques centrales européennes continuent d'allouer massivement leurs réserves en dollars et en bons du Trésor américains.

Dans les pays du Sud global — en particulier en Asie, en Afrique, en Amérique latine — la lecture est différente. Ces pays n’ont pas de nostalgie pour le système pétrodollar. Ils ne l’ont jamais perçu comme un ordre juste — ils l’ont perçu comme un mécanisme de ponction sur leur richesse et de contrainte sur leur souveraineté économique. La seigneurie américaine, c’est eux qui l’ont payée le plus directement.

Pour eux, la construction d’alternatives n’est pas une menace à gérer — c’est une opportunité à saisir. Et ils la saisissent.

L’Inde commerce avec la Russie en roupies. Le Brésil et la Chine commercent directement en yuan et en réals. L’Arabie Saoudite a accepté le yuan pour certaines ventes de pétrole à la Chine. L’Indonésie a annoncé vouloir réduire sa dépendance aux devises étrangères dans ses échanges régionaux.

Aucun de ces pays n’a déclaré la guerre au dollar. Ils le contournent — pragmatiquement, progressivement, sans fracas.

La leçon de l’Iran — le laboratoire de la dédollarisation

L’Iran est le cas d’étude le plus documenté. Quarante-cinq ans de sanctions ont forcé Téhéran à développer des mécanismes de transaction hors SWIFT, hors dollar, hors système financier occidental. Troc, transactions en or, accords bilatéraux en monnaies locales, cryptomonnaies — l’Iran a été contraint d’inventer les outils que les autres n’avaient pas encore besoin d’utiliser.

Ce que la Russie a dû improviser en quelques mois après 2022, l’Iran le pratiquait depuis des décennies. Et ce que la Russie a appris en s’adaptant aux sanctions les plus massives jamais imposées à une grande économie, les BRICS le savent désormais.

Chaque pays sanctionné a été un laboratoire involontaire. Chaque sanction a produit une innovation qui rend la prochaine sanction un peu moins efficace.

L'empire a utilisé l'arme des sanctions comme si elle était inépuisable. Il a oublié qu'une arme qui manque sa cible avertit la cible suivante.

Les deux jambes qui cèdent

L'hégémonie américaine repose sur deux piliers. Deux instruments de contrôle distincts mais complémentaires, deux façons de maintenir l'ordre mondial dans un sens favorable à Washington.

La première jambe : la domination financière. La capacité d'inclure ou d'exclure du système monétaire mondial. SWIFT, le dollar, les sanctions, l'accès aux marchés de capitaux — l'empire contrôle le système nerveux de l'économie mondiale et peut en couper l'accès à qui refuse de se soumettre.

La deuxième jambe : la domination militaire. La capacité de projection de force, la dissuasion, le contrôle des routes maritimes, la supériorité technologique — l'empire maintient des bases dans 80 pays, des flottes dans tous les océans, et une capacité de frappe qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire.

Ces deux jambes se cèdent simultanément. Pas soudainement. Mais inexorablement.

La jambe financière — les sanctions qui ne fonctionnent plus

L'arme des sanctions a été utilisée comme outil de politique étrangère depuis les années 1970. Elle reposait sur un monopole : si le dollar est la seule monnaie de règlement international et si SWIFT est le seul système de messagerie interbancaire mondiale, alors couper un pays de ces infrastructures équivaut à le couper de l'économie mondiale.

Ce monopole n'existe plus.

La Russie, 2022. Les sanctions les plus massives jamais imposées à une grande économie. Exclusion de SWIFT, gel des réserves, embargo sur les technologies, boycott du pétrole. L'économie russe a chuté de 2% en 2022 — et a rebondi à +3,6% en 2023. Le pétrole russe a été redirigé vers la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Indonésie. Les paiements s'effectuent en yuan, en roupies, en dirhams. La Russie n'est pas effondrée. Elle s'est adaptée.

L'Iran, 45 ans. Sous sanctions depuis 1979. Le régime est toujours là. L'économie souffre — mais elle fonctionne. Le pétrole iranien circule, hors SWIFT, via des mécanismes bilatéraux. La République islamique n'a pas été renversée par la pression économique — elle s'y est adaptée, au point d'être devenue un laboratoire de la dédollarisation.

Venezuela, Cuba. Mêmes constats. Les régimes tiennent. Les populations souffrent. Les sanctions ne produisent pas les changements politiques qu'elles sont censées provoquer.

Le mécanisme sous-jacent est implacable : chaque pays sanctionné est contraint de construire des alternatives. Ces alternatives, une fois construites, sont disponibles pour les pays suivants. Chaque sanction finance sa propre obsolescence.

Et il y a pire : chaque sanction envoie un message aux pays non encore sanctionnés. *Vous pourriez être les prochains. Construisez vos alternatives maintenant, pendant que vous en avez le temps.*

C'est exactement ce que font les banques centrales qui achètent de l'or. Ce que font les pays qui rejoignent mBridge. Ce que font les nations qui signent des accords de swap bilatéraux en monnaies locales.

La jambe militaire — l'empire qui ne gagne plus

La puissance militaire américaine est la plus grande de l'histoire humaine, en termes bruts de budget, d'équipements, de technologies. Les États-Unis dépensent plus pour leur défense que les dix puissances suivantes réunies.

Et pourtant.

Afghanistan, 2001-2021. Vingt ans d'occupation. 2 261 milliards de dollars dépensés. La plus puissante armée du monde, contre des combattants en sandales armés de kalachnikovs. Résultat : les Taliban ont repris le pays en onze jours après le retrait américain. Onze jours pour effacer vingt ans d'effort. 85 milliards de dollars d'équipements abandonnés — dont certains se retrouvent désormais sur les marchés d'armes d'Asie centrale.

Irak, 2003. La guerre devait durer quelques semaines. Elle a duré vingt ans. Coût : environ 3 000 milliards de dollars. Résultat : l'Irak est aujourd'hui sous forte influence iranienne — l'ennemi que la guerre était censée affaiblir a été le principal bénéficiaire stratégique de l'opération.

Yémen. La coalition menée par l'Arabie Saoudite, soutenue techniquement et logistiquement par les États-Unis, combat les Houthis depuis 2015. En 2023-2024, les Houthis ont bloqué une part significative du trafic maritime en mer Rouge — avec des drones et des missiles artisanaux ou iraniens. Face à la marine américaine, la plus puissante de l'histoire. Un drone à 20 000 dollars neutralise une route commerciale protégée par des destroyers à 2 milliards. Un Tomahawk coûte 2 millions de dollars. L'équation économique est absurde pour l'empire.

Ukraine. L'OTAN au complet — renseignement, armes, financement, formation. La Russie n'est pas effondrée. L'économie russe s'est adaptée. L'armée russe contrôle davantage de territoire ukrainien en 2024 qu'en 2022.

Gaza. La crédibilité morale américaine dans le Sud global — déjà fragilisée par l'Irak, la Libye, la Syrie — a subi un coup dont les conséquences diplomatiques dureront des décennies.

Le drone à 20 000 dollars

Il y a une leçon militaire précise dans ces échecs : la guerre asymétrique a rendu la puissance militaire conventionnelle moins décisive.

Un porte-avions américain coûte 13 milliards de dollars à construire et 2 à 3 milliards par an à opérer. Un missile balistique iranien capable de le menacer coûte quelques millions. Un drone Houthi capable de perturber le commerce maritime coûte quelques dizaines de milliers de dollars.

La puissance brute — le nombre de bombardiers, la précision des missiles de croisière, la taille des porte-avions — ne traduit plus en victoire quand l'adversaire refuse le combat conventionnel. Les guerres par procuration, les réseaux de milices, les combattants dispersés dans des zones urbaines ou montagneuses — ces formes de guerre annulent l'avantage technologique.

Et elles sont financièrement épuisantes pour l'empire. Pas pour les combattants qui les mènent avec peu — pour l'armée sophistiquée et coûteuse qui doit y répondre avec des équipements à plusieurs millions de dollars chaque fois.

La convergence des échecs

Ce qui est remarquable — et ce qui est rarement nommé clairement — c'est que les deux jambes cèdent selon le même mécanisme.

Les sanctions poussent à construire les alternatives qui rendent les sanctions inefficaces. La puissance militaire pousse à développer les contre-mesures asymétriques qui rendent la puissance militaire coûteuse sans être décisive.

Dans les deux cas : l'empire utilise sa force, et cette utilisation finance son propre affaiblissement.

Ce n'est pas de la malchance. C'est la logique d'un système en déclin qui ne comprend pas encore que les règles du jeu ont changé.

Les fenêtres qui se ferment

Il existe dans la théorie stratégique un concept appelé la “fenêtre d’opportunité” — le moment précis où une action est encore possible, avant que les conditions qui la rendent faisable disparaissent. Une fenêtre n’est jamais ouverte indéfiniment. Elle se ferme. Et quand elle est fermée, l’option qu’elle offrait n’existe plus.

Les décideurs américains voient plusieurs fenêtres se fermer simultanément. Cette convergence crée une pression temporelle qui explique une partie de l’agressivité croissante de la politique étrangère américaine — non pas comme un symptôme de force, mais comme un symptôme de panique.

L’Iran et la fenêtre nucléaire

Depuis les années 1990, Israël et les États-Unis ont répété que l’Iran était à “six mois de la bombe”. Trente ans de prédictions incorrectes ont fini par éroder la crédibilité de ces avertissements. Mais en 2024-2025, la situation technique est réellement différente.

L’Iran enrichit de l’uranium à 60% de pureté — le seuil pour une bombe est de 90%. La distance technique entre ces deux niveaux est franchissable en quelques semaines, avec les centrifugeuses existantes. Les inspecteurs de l’AIEA ont perdu l’accès à plusieurs installations. Les stocks d’uranium enrichi accumulés dépassent les besoins civils.

Ce n’est pas une alerte fictive. C’est une réalité technique vérifiable.

Pour les planificateurs militaires israéliens et américains, la fenêtre pour détruire le programme nucléaire iranien par la force aérienne se ferme. Les installations sont désormais enfouies à des profondeurs que seules les bombes bunker-buster américaines les plus puissantes peuvent atteindre — et encore, avec une probabilité de succès incertaine. Certains sites sont

dispersés en dizaines de localisations différentes. Chaque année qui passe, les défenses anti-aériennes iraniennes se renforcent, les installations s’approfondissent, les systèmes de commandement se décentralisent davantage.

Dans trois à cinq ans, une frappe aérienne suffisamment destructrice pour mettre fin au programme — pas seulement pour le retarder — sera peut-être militairement impossible. La fenêtre pour “résoudre” le problème nucléaire iranien par la force se ferme.

Après cette fermeture, il ne restera que deux options : vivre avec un Iran nucléaire (comme on vit avec la Corée du Nord), ou négocier un accord diplomatique. Les deux sont politiquement difficiles à vendre aux États-Unis et en Israël — mais la logique stratégique d’une fenêtre qui se ferme pousse à agir avant d’y être contraint.

Taiwan et la fenêtre du Pacifique

Pendant des décennies, la supériorité militaire américaine dans le détroit de Taiwan était incontestable. La Sixième Flotte pouvait intervenir. La dissuasion fonctionnait. La Chine n’avait pas les capacités de s’opposer militairement à une intervention américaine en faveur de Taiwan.

Cette supériorité s’érode.

La Chine a construit la deuxième marine de guerre mondiale en volume, avec des systèmes de missiles anti-navires capables d’interdire l’accès aux zones côtières chinoises — les missiles DF-21D et DF-26, surnommés “tueurs de porte-avions”, dont la portée couvre le détroit de Taiwan et bien au-delà. Elle a développé une capacité de déni d’accès (A2/AD) qui rend une intervention américaine dans ses eaux côtières incomparablement plus coûteuse qu’il y a vingt ans.

Les évaluations du Pentagone situent le point d'équilibre — le moment où la Chine sera capable de contester sérieusement une intervention américaine — entre 2027 et 2030. Pas la domination, mais la contestation crédible. Après ce seuil, soutenir Taiwan militairement sera infiniment plus risqué pour Washington que ça ne l'est aujourd'hui.

Pour les planificateurs stratégiques américains qui croient que Taiwan doit être défendue, la fenêtre se ferme. Agir avant 2027-2030 est possible. Après, les coûts potentiels d'une confrontation montent exponentiellement.

Le système BRICS et la fenêtre des sanctions

La fenêtre de l'arme des sanctions se ferme aussi. Mais plus graduellement, moins dramatiquement — ce qui la rend peut-être plus difficile à apercevoir.

En 2010, couper un pays de SWIFT et du dollar lui causait des dommages économiques massifs et immédiats, sans alternative viable. Il n'existait pas d'infrastructure alternative. Les pays sanctionnés devaient se soumettre ou souffrir.

En 2025, cette réalité est moins tranchée. Les alternatives existent — fragmentaires, encore moins efficaces que le système dollar, mais existantes. mBridge fonctionne. Les accords de swap bilatéraux s'étendent. Le yuan est accepté dans de plus en plus de transactions commerciales.

Chaque mois qui passe, l'infrastructure alternative devient plus robuste. La prochaine grande sanction sera moins dévastatrice pour sa cible que celle contre la Russie en 2022, parce que les cibles potentielles ont observé la Russie et se sont préparées.

Dans cinq ans, dans dix ans, les sanctions américaines auront perdu une part significative de leur capacité de coercition. La fenêtre pendant laquelle elles constituent encore une arme vraiment redoutable se ferme.

La convergence des urgences

Le problème n'est pas qu'une fenêtre se ferme. C'est que plusieurs fenêtres se ferment simultanément, selon des calendriers différents mais convergents.

2025-2026 : fenêtre nucléaire iranienne. 2027-2030 : fenêtre militaire taïwanaise. 2025-2030 : fenêtre de l'efficacité des sanctions. En cours : fenêtre de la crédibilité diplomatique dans le Sud global.

Un empire qui fait face à une seule fenêtre qui se ferme peut la gérer. Il peut choisir d'agir ou de laisser passer. Il a des ressources à consacrer à un problème à la fois.

Un empire qui fait face à quatre fenêtres qui se ferment simultanément est dans une situation différente. Ses ressources sont limitées. Son attention est divisée. Sa capacité de calcul stratégique est saturée. Et le sentiment d'urgence — le sentiment que le temps joue contre lui sur tous les fronts à la fois — crée la pression psychologique qui transforme un décideur stratégique en joueur panique.

C'est exactement la situation que les décideurs américains affrontent en 2025-2026.

Et c'est dans cet état psychologique que des décisions catastrophiques sont prises.

Le paradoxe terminal

Il existe en thermodynamique un phénomène appelé la boucle de rétroaction positive : un système dans lequel une perturbation amplifie elle-même la perturbation, au lieu de la corriger. La chaleur produit plus de chaleur. L'instabilité produit plus d'instabilité. Sans mécanisme de correction, la boucle s'emballe jusqu'à la rupture.

L'empire américain est entré dans une boucle de rétroaction positive de type particulier. Appelons-la le paradoxe terminal : chaque action prise pour stopper le déclin l'accélère.

Ce n'est pas une métaphore. C'est un mécanisme documenté, observable, répétable.

Première boucle — les réserves russes et l'or

Février 2022 : Washington gèle 300 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale russe.

L'intention : punir la Russie, démontrer la puissance de l'arme financière, dissuader d'autres pays d'agir comme la Russie.

L'effet réel : démontrer à l'ensemble des banques centrales du monde que les réserves en dollars peuvent être confisquées unilatéralement, par décision politique américaine, sans recours juridique.

Conséquence : achats d'or record en 2022, 2023, 2024. Chine, Inde, Turquie, Arabie Saoudite, Pologne, Kazakhstan — des dizaines de pays diversifient leurs réserves hors du dollar, précisément parce que Washington a montré que le dollar pouvait être utilisé comme arme contre eux.

La saisie des réserves russes — destinée à renforcer la puissance du dollar comme outil de coercition — a accéléré la sortie du dollar comme réserve de valeur internationale.

Deuxième boucle — les sanctions et les alternatives

Chaque fois que Washington impose des sanctions massives contre un pays, ce pays est contraint de construire les alternatives au système dollar pour survivre économiquement.

Iran : 45 ans de sanctions ont forcé Téhéran à développer des mécanismes de transaction hors SWIFT, des accords bilatéraux en monnaies locales, des réseaux de distribution pétrolière parallèles. Ces mécanismes, une fois construits, sont disponibles pour tout pays qui en a besoin.

Russie : après 2022, Moscou a accéléré son intégration dans les systèmes de paiement alternatifs, développé ses propres systèmes de messagerie interbancaire, profondément réduit sa dépendance aux bons du Trésor américains. Et elle a partagé ce savoir-faire avec les membres des BRICS.

Chaque sanction produit une innovation. Chaque innovation rend la prochaine sanction moins efficace. Et l'existence de l'innovation dissuade les pays non encore sanctionnés de rester vulnérables — ils adoptent préemptivement les mêmes protections.

La politique de sanctions — destinée à maintenir la coercition financière américaine — a financé la construction des alternatives qui rendent la coercition financière obsolète.

Troisième boucle — les guerres et leurs conséquences

Irak, 2003. L'objectif : neutraliser une menace, contrôler le pétrole, maintenir le pétrodollar. L'effet réel : destruction de l'État irakien, émergence de l'État islamique dans le vide créé, Irak tombé sous influence iranienne — l'ennemi que la guerre était censée affaiblir est devenu le principal bénéficiaire stratégique.

Libye, 2011. L'objectif : renverser Kadhafi, éliminer son projet de dinar or africain, protéger les intérêts énergétiques. L'effet réel : destruction de l'État libyen, création d'un État défaillant, marchés aux esclaves documentés en 2017, flux migratoires vers l'Europe qui déstabilisent la politique européenne pendant des années.

Afghanistan, 2001-2021. L'objectif : détruire al-Qaïda, créer un État démocratique stable, contrôler les routes énergétiques d'Asie centrale. L'effet réel : 20 ans de guerre, 2 261 milliards dépensés, Taliban au pouvoir en onze jours, opium ×50 pendant l'occupation.

Gaza, 2023-2024. L'objectif américain : maintenir le soutien à Israël, démontrer la solidité de l'alliance. L'effet réel : perte de crédibilité morale massive dans le Sud global, alignement de dizaines de pays du monde en développement contre la position américaine, isolement diplomatique croissant aux Nations unies.

Dans chaque cas, l'action militaire ou géopolitique destinée à maintenir l'ordre hégémonique a produit l'inverse de son objectif.

Quatrième boucle — menacer la Chine

Depuis 2017, les États-Unis ont engagé une stratégie de confrontation systématique avec la Chine : guerre commerciale, restrictions technologiques (semi-conducteurs, IA), sanctions contre des entreprises chinoises, renforcement militaire en Indo-Pacifique, soutien à Taiwan, alliances régionales (AUKUS, Quad).

L'objectif : ralentir la montée en puissance de la Chine, maintenir la supériorité technologique américaine, décourager une action militaire sur Taiwan.

L'effet réel : accélération de l'investissement chinois dans les technologies critiques, développement accéléré de capacités militaires autonomes, consolidation de l'axe sino-russe que Washington voulait précisément éviter, accélération de la dédollarisation pilotée par Pékin.

Menacer la Chine a accéléré précisément les développements que la menace était censée prévenir.

La logique de la boucle

Ce paradoxe n'est pas propre à l'Amérique. Il est la logique universelle d'un acteur dominant qui utilise sa puissance de façon coercitive pour maintenir sa domination.

La domination fondée sur la force crée de la résistance. La résistance pousse à développer des alternatives. Les alternatives affaiblissent la domination. L'affaiblissement pousse à utiliser davantage la force. Ce qui crée davantage de résistance. Qui pousse à développer davantage d'alternatives.

La boucle est auto-entretenu. Et elle s'emballe.

Il y a une sortie théorique : offrir quelque chose d'autre que la domination. Un ordre fondé sur des règles vraiment multilatérales, une puissance partagée, un système financier ouvert à tous plutôt que contrôlé par un seul acteur. C'est ce que le Royaume-Uni a tenté, avec un succès relatif, lors de sa propre transition après 1945.

Mais cette sortie demande d'abord de nommer le problème. De dire : nous n'avons plus les moyens de dominer. Nous devons partager.

Pour les raisons politiques exposées dans le chapitre précédent, ce discours est impossible dans l'Amérique de 2025.

Alors la boucle continue. Et s'emballer un peu plus à chaque tour.

Le piège de Thucydide — version 2025

En 431 avant Jésus-Christ, Athènes est la puissance montante du monde grec. Sparte est la puissance établie. La guerre du Péloponnèse éclate — non pas parce que l'une ou l'autre voulait nécessairement la guerre, mais parce que la montée en puissance d'Athènes rendait Sparte assez anxieuse pour la provoquer.

Thucydide, historien de cette guerre, a formulé le principe : quand une puissance montante menace de détrôner une puissance établie, la guerre est probable. Pas inévitable — mais probable. La peur, plus que le calcul rationnel, tend à précipiter le conflit.

Le politologue Graham Allison a systématisé ce principe dans son livre *Destined for War* (2017), en documentant 16 cas historiques sur 500 ans où une puissance montante a défié une puissance établie. Dans 12 cas sur 16, le résultat a été la guerre.

Le piège de Thucydide est réel. Mais la version 2025 est différente — et plus dangereuse.

Ce qui est différent en 2025

La version classique du piège de Thucydide oppose une puissance montante à une puissance établie. Deux acteurs. Une dynamique bilatérale.

La version 2025 est multilatérale. Et asymétrique d'une façon nouvelle.

Ce n'est pas seulement la Chine qui monte pendant que les États-Unis établis résistent. C'est une puissance établie dont le système fondateur se désintègre pendant que **plusieurs challengers progressent simultanément** :

- La **Chine** construit sa puissance économique, technologique et militaire.
- La **Russie** a survécu aux sanctions les plus massives jamais imposées et continue d'exercer une influence géopolitique significative en Eurasie et en Afrique.
- L'**Iran** approche du seuil nucléaire militaire et anime un réseau de proxies du Liban au Yémen.
- Les **BRICS** construisent une architecture financière alternative.
- La **guerre asymétrique** (Houthis, milices, drones bon marché) annule l'avantage militaire conventionnel.

Ce n'est plus Sparte contre Athènes. C'est Sparte contre Athènes, Corinthe, Thèbes et Argos simultanément — pendant que l'économie spartiate connaît ses propres difficultés structurelles.

La différence qualitative

Dans le piège classique de Thucydide, la puissance établie est encore forte. Elle n'est pas en déclin interne. Sa crainte vient de l'extérieur — de la montée d'un rival.

Dans la version 2025, la puissance établie est fragilisée de l'intérieur simultanément. Sa dette est insoutenable. Son système politique est dysfonctionnel. Sa crédibilité morale internationale s'est érodée. Ses instruments de puissance — sanctions, puissance militaire — perdent de leur efficacité.

Ce n'est pas seulement la peur du rival qui pousse à l'action. C'est la conscience aiguë que le sol se dérobe sous les pieds.

Un acteur menacé de l'extérieur peut attendre. Un acteur menacé de l'extérieur ET de l'intérieur simultanément ressent une urgence différente — une urgence existentielle qui réduit la tolérance à l'ambiguïté et à la temporisation.

Les précédents historiques multilatéraux

Il existe des précédents — peu nombreux, mais documentés — d'hégémonies confrontées à des défis multilatéraux.

Rome et les migrations (IVe-Ve siècle). L'empire romain n'a pas été détruit par un seul ennemi. Il a été confronté simultanément à des pressions de plusieurs directions : Wisigoths, Vandales, Huns, Perses sassanides, pressions internes (dévaluation du denier, instabilité politique, crise économique). Aucun de ces acteurs seuls n'aurait suffi. La convergence les a rendus irrésistibles.

L'Espagne des Habsbourg (XVIIe siècle). L'hégémonie espagnole a été contestée non par un rival unique, mais par plusieurs simultanément : la France de Richelieu, les Provinces-Unies néerlandaises, l'Angleterre de Cromwell, les révoltes internes au Portugal et en Catalogne. Et pendant ce temps, les finances royales s'effondraient sous le poids des dettes et des dépenses militaires.

L'Empire ottoman (XIXe-XXe siècle). Surnommé "l'homme malade de l'Europe", l'empire ottoman a affronté des défis simultanés : nationalisme bulgare, serbe, grec, arménien, égyptien, pressions austro-hongroises, russes, britanniques. La convergence des pressions internes et externes sur un système déjà fragilisé a produit l'effondrement de 1918.

Dans chaque cas, le facteur déterminant n'était pas un rival unique, mais la convergence de pressions multiples sur un système dont la capacité d'adaptation était épuisée.

La différence avec 1914

La comparaison la plus souvent faite est celle de 1914. Et elle est légitime — à plusieurs égards.

En 1914 aussi, les grandes puissances se sentaient acculées. L'Allemagne voyait la Russie se moderniser rapidement et calculait qu'une guerre préventive valait mieux qu'une guerre défensive dans dix ans. L'Autriche-Hongrie voyait ses empires multinationaux menacés par le nationalisme slave et cherchait à frapper fort. Chaque acteur croyait agir avant que sa fenêtre se ferme.

Mais il y a une différence cruciale avec 2025 : les armes nucléaires.

En 1914, une grande guerre était catastrophique mais survivable — pour les États, sinon pour leurs populations. En 2025, une guerre entre puissances nucléaires peut être civilisationnellement terminale.

Cette différence modifie le calcul, mais ne l'élimine pas. L'histoire nucléaire est marquée par plusieurs crises où la logique de l'escalade a failli l'emporter — Cuba en 1962, l'exercice Able Archer de 1983, plusieurs incidents de fausse alerte soviétique dans les années 1980. Dans chaque cas, des individus ont refusé d'appuyer sur le bouton que leur logique de situation leur recommandait.

La question n'est pas si le risque d'escalade nucléaire est réel. Il l'est. La question est : combien de fois peut-on éviter le pire par une combinaison de prudence et de chance ?

Ce que Thucydide n'avait pas prévu

Il y a un aspect du piège de Thucydide que les versions modernes ignorent souvent.

La guerre du Péloponnèse n'a pas seulement détruit Athènes. Elle a affaibli toute la civilisation grecque au point de la rendre vulnérable à la conquête macédonienne une génération plus tard. Le "vainqueur" — Sparte — n'a pas dominé longtemps. La guerre a épuisé tout le monde.

Dans la version 2025, il n'y a pas de vainqueur possible d'une grande guerre. Pas parce que les armes détruiraient tout — quoique ce risque soit réel. Mais parce que dans un monde d'interdépendance économique, une guerre entre grandes puissances détruirait les chaînes de production mondiales, les systèmes alimentaires, les réseaux énergétiques, les flux financiers qui maintiennent 8 milliards d'humains en vie.

La sortie du piège de Thucydide, en 2025, ne passe pas par la guerre. Elle passe par la construction, difficile et lente, d'un ordre multipolaire où chaque puissance accepte des limites à sa domination en échange de garanties de sécurité et de développement.

C'est ce que le chapitre suivant tente d'explorer.

Mais il faut d'abord regarder les deux sorties historiques que l'humanité a déjà empruntées — et mesurer laquelle est encore possible.

L'or et la blockchain — le nouveau rail du commerce mondial

Il y a une question que les partisans du statu quo posent systématiquement aux partisans d'un système alternatif au dollar : “Très bien, mais par quoi le remplacez-vous ?”

La question est légitime. La domination du dollar repose non seulement sur la puissance militaire américaine, mais sur une réalité pragmatique : c'est la monnaie la plus liquide, la plus acceptée, la plus prévisible pour les transactions internationales. Même les pays qui détestent le système l'utilisent — faute de mieux.

Mais depuis 2020, les éléments d'une réponse concrète se mettent en place. Pas comme un plan coordonné — comme la convergence de plusieurs développements indépendants qui pointent dans la même direction.

L'or comme ancre de valeur. La blockchain comme rail de règlement.

Le problème de l'or — résolu par le prix

L'or a deux propriétés fondamentales pour un système monétaire international : il ne peut pas être imprimé, et il ne peut pas être gelé.

Mais il a aussi deux inconvénients pratiques : il est lourd (difficile à transporter pour les paiements), et en quantité physique limitée, il ne couvre pas le volume des échanges commerciaux mondiaux actuels.

C'est là que le prix entre en jeu.

En 1971, quand Nixon a découplé le dollar de l'or, le prix officiel était de 35 dollars l'once. Le stock d'or mondial représentait une fraction infime des transactions commerciales mondiales.

Mais si l'or monte à 8 000, 10 000, 15 000 dollars l'once — ce que certains analystes estiment nécessaire pour qu'il serve d'ancrage aux échanges mondiaux — alors le même stock d'or physique couvre incomparablement plus de volume de transactions. Ce n'est pas la quantité d'or qui change : c'est sa valeur en dollars courants.

Les analystes qui modélisent cette transition — Luke Gromen du Forest for the Trees, Zoltan Pozsar de Credit Suisse puis indépendant — calculent que le prix d'équilibre de l'or, s'il devait couvrir les réserves mondiales et les transactions commerciales à l'échelle actuelle, se situe entre 8 000 et 15 000 dollars l'once selon les hypothèses.

Ce n'est pas une prédiction de cours. C'est une contrainte arithmétique : si le monde veut utiliser l'or comme ancre monétaire, il faut le revaloriser suffisamment pour que le volume disponible couvre les besoins.

La hausse continue du prix de l'or depuis 2020 — de 1 500 à 3 000 dollars et au-delà — peut être lue comme le marché qui anticipe progressivement cette réévaluation.

La blockchain — résoudre le problème de l'infrastructure

L'or physique résout le problème de la valeur. Il ne résout pas le problème de l'infrastructure : comment transférer de la valeur d'un pays à l'autre, rapidement, sans intermédiaire contrôlé par Washington ?

C'est là que la blockchain entre en jeu.

Un gold-backed token — un jeton numérique représentant une quantité précise d'or physique stockée dans un coffre audité — combine les propriétés de l'or (ancrage de valeur incongelable) et les propriétés de la blockchain (transfert instantané, sans frontières, sans intermédiaire bancaire).

PAXG (Pax Gold) et XAUT (Tether Gold) sont deux exemples existants de tels tokens, disponibles depuis 2019-2020. Pour chaque token, un gramme d'or physique est stocké dans un coffre certifié. Le token peut être transféré en quelques secondes, partout dans le monde, sans SWIFT, sans banque correspondante, sans autorisation du Trésor américain.

Le Zimbabwe, en 2023, a émis des “Zig” — des unités de monnaie numérique adossées à des réserves d'or physiques. C'est la première émission souveraine de monnaie adossée à l'or sous forme numérique depuis la fin de l'étalon-or. Le volume est encore modeste. Mais le précédent existe.

mBridge — l'infrastructure institutionnelle

La combinaison la plus avancée et la plus significative est le projet mBridge.

Lancé en 2021 sous l'égide de la Banque des règlements internationaux (BRI), avec la banque centrale de Chine, la banque centrale des Émirats arabes unis, l'Autorité monétaire de Hong Kong et la Banque de Thaïlande, mBridge est une plateforme de règlement multilatérale utilisant des monnaies numériques de banques centrales (CBDC).

Son fonctionnement est simple mais révolutionnaire : chaque banque centrale participante émet sa propre CBDC sur la plateforme. Les transactions commerciales entre pays participants sont réglées directement en CBDC locales, sans conversion en dollars, sans messagerie SWIFT, sans banque correspondante américaine.

En 2024, mBridge est entré en phase pilote commercial — des transactions réelles sont réglées sur la plateforme. L'Arabie Saoudite a rejoint l'initiative. D'autres banques centrales étudient leur participation.

Si la plateforme atteint une masse critique de participants, elle deviendra un système parallèle à SWIFT — pas son remplacement immédiat, mais un concurrent viable pour les transactions entre pays membres.

Et si les CBDC sur mBridge sont adossées à des réserves d'or nationales — ce qui n'est pas encore le cas mais est techniquement faisable — la combinaison “or comme ancre de valeur + blockchain comme rail de règlement” devient opérationnelle à l'échelle interétatique.

BRICS Pay — le niveau populaire

Le projet mBridge fonctionne au niveau des banques centrales et des grandes transactions institutionnelles. BRICS Pay, annoncé à Kazan en octobre 2024, vise le niveau des transactions commerciales et de détail entre pays membres.

L'objectif : permettre aux entreprises et aux particuliers des pays BRICS de payer et d'être payés dans leurs monnaies nationales respectives, sans conversion en dollars, sans passer par des systèmes de paiement contrôlés par des entités américaines.

C'est encore en développement. Mais la direction est claire.

Ce que ça signifie pour les sanctions

La conséquence stratégique de cette combinaison — or + blockchain + CBDC multilatérales — est directe : elle termine l'arme des sanctions telle qu'elle a fonctionné depuis 2001.

Les sanctions fonctionnent parce qu'elles coupent l'accès au dollar et à SWIFT. Si un nombre suffisant de transactions commerciales mondiales peut se régler hors SWIFT, hors dollar, via des rails alternatifs — or tokenisé, CBDC bilatérales, accords de swap — alors couper un pays de SWIFT ne l'isole plus de l'économie mondiale. Ça l'isole seulement des parties de l'économie mondiale qui utilisent encore le dollar.

Cette transition prendra du temps. Elle n't pas complète aujourd'hui. Mais elle est en cours — et elle est irréversible, parce qu'elle répond à un besoin réel d'un nombre croissant d'acteurs.

L'empire a bâti son château financier sur le monopole du dollar. Le monopole se fissure.

Ce qui vient après n'est pas le chaos — c'est un monde où la valeur peut circuler sans passer obligatoirement par Washington.

Les deux sorties historiques

L'histoire des hégémonies qui déclinent offre un répertoire limité de sorties. Deux modèles dominant — avec des variantes, des combinaisons, des cas particuliers, mais deux trajectoires fondamentales.

La première : la guerre majeure comme reset brutal. La deuxième : le déclin géré, la transition négociée, le partage de la puissance.

Aucune n'est belle. La première est catastrophique. La deuxième est douloureuse et humiliante. Mais elles ne sont pas équivalentes.

La sortie par la guerre — le pari du reset

Il existe des précédents historiques où une grande guerre a permis à une puissance déclinante de “remettre les compteurs à zéro” — soit en remportant un succès militaire décisif, soit en restructurant l'ordre international à son avantage dans les négociations de paix.

Le Congrès de Vienne en 1815 est le modèle le plus cité. Après vingt-cinq ans de guerres révolutionnaires et napoléoniennes, les puissances européennes ont construit un ordre stable fondé sur l'équilibre des puissances plutôt que sur la domination d'une seule. Le Royaume-Uni, qui sortait victorieux mais épuisé, a utilisé les conférences de paix pour institutionnaliser un ordre qui lui était favorable sans exiger une domination totale. Résultat : cent ans de paix relative en Europe.

Mais le modèle inverse — 1914 — est bien plus fréquent.

En 1914, chaque grande puissance croyait agir rationnellement dans un contexte de fenêtres qui se ferment. L'Allemagne pensait que la guerre préventive maintenant valait mieux que la guerre défensive dans dix ans face à une Russie modernisée. L'Autriche-Hongrie pensait que l'assassinat

de François-Ferdinand justifiait de frapper vite et fort pour dissuader le nationalisme slave. Chaque mobilisation répondait à une mobilisation adverse.

En six semaines, l'Europe était en guerre. En quatre ans, la civilisation européenne avait subi un traumatisme dont elle ne s'est jamais complètement remise. Deux empires (austro-hongrois et ottoman) avaient disparu. L'empire russe était renversé. L'Allemagne humiliée. Et les conditions étaient posées pour 1939.

La leçon de 1914 : les guerres destinées à gérer un déclin l'accélèrent presque toujours. Les puissances qui entrent en guerre pour maintenir leur position en sortent généralement affaiblies — même les “vainqueurs”.

Le Royaume-Uni a “gagné” 1914-1918. Il a perdu son hégémonie mondiale dans les décennies suivantes.

La sortie par le déclin géré — l'exemple britannique

L'exemple le plus souvent cité est celui du Royaume-Uni entre 1945 et 1956.

En 1945, le Royaume-Uni sort de la guerre épuisé. Sa dette est colossale. Son empire colonial est économiquement insoutenable — les mouvements d'indépendance sont puissants en Inde, en Birmanie, en Palestine, en Afrique. Sa capacité militaire est maintenue grâce à des prêts américains dont les conditions sont humiliantes.

Les élites britanniques — et c'est là que réside la différence cruciale — ont été capables de voir la réalité en face. Pas tous immédiatement, pas sans résistances. Mais suffisamment pour produire une politique cohérente de retrait progressif.

L'Inde en 1947. Israël/Palestine en 1948. La Birmanie en 1948. La Gold Coast (Ghana) en 1957. Le Kenya, la Rhodésie, la Malaisie — progressivement, le Royaume-Uni s'est retiré de ses possessions coloniales, non sans brutalité dans certains cas, mais selon une logique de transition plutôt que d'accrochage désespéré.

La crise de Suez en 1956 est la tentative la plus éclatante de revenir en arrière — et son échec cuisant, sous pression américaine, a définitivement clos la question. Après Suez, le Royaume-Uni a accepté son rôle de puissance de second rang et s'y est adapté. Il a maintenu une influence considérable — diplomatique, culturelle, financière via la City — sans plus tenter de maintenir une domination militaire globale qu'il n'avait plus les moyens d'assurer.

Ce modèle a fonctionné parce que les élites britanniques étaient capables de dire à leur opinion publique : notre moment de domination absolue est terminé. Nous pouvons encore jouer un rôle important — mais différent.

Ce discours est-il possible aux États-Unis en 2025 ?

Pourquoi le modèle britannique est difficile à reproduire

Il existe plusieurs différences structurelles entre la situation britannique de 1945-1956 et la situation américaine de 2025 qui rendent le “déclin géré à la britannique” difficile à reproduire.

La structure politique. Le système bipartite américain, avec ses cycles électoraux de deux ans, ne permet pas de construire un consensus de long terme pour une politique de retrait stratégique. Les dirigeants britanniques ont bénéficié d'une relative stabilité politique — alternance Labour/Conservatives dans un système parlementaire — qui permettait des continuités de politique étrangère. Le système américain récompense l'outrage à court terme, pas la gestion prudente du long terme.

La culture de l'exceptionnalisme. L'“exceptionnalisme américain” — la croyance profonde que les États-Unis sont fondamentalement différents et supérieurs aux autres nations — est beaucoup plus résistante que l'exceptionnalisme britannique ne l'était. Le Royaume-Uni avait une tradition de réalisme géopolitique, de balance of power, de pragmatisme diplomatique qui rendait possible la transition cognitive. Les États-Unis ont une culture politique qui rend la simple formulation du déclin presque impropre en public.

L'ampleur de la domination. Le Royaume-Uni gérait un empire colonial et une influence financière via la livre sterling. Les États-Unis gèrent le système monétaire mondial, des bases dans 80 pays, et une économie qui représente encore un quart du PIB mondial. La complexité de la transition est incomparablement plus grande.

Les armes nucléaires. Le Royaume-Uni gérait son déclin à une époque où une guerre majeure entre grandes puissances restait envisageable sans conséquences civilisationnellement terminales. Aujourd'hui, la retenue stratégique est plus difficile à maintenir dans un environnement où l'escalade nucléaire reste une possibilité réelle.

La troisième voie — l'institutionnalisation du multipolarisme

Il existe une troisième option, moins spectaculaire que la guerre, moins humiliante que le déclin géré individuel : la construction d'un ordre multipolaire institutionnel.

C'est ce qui s'est passé, partiellement, avec les institutions de Bretton Woods après 1945. Les États-Unis ont accepté de lier leur puissance à des règles multilatérales — le FMI, la Banque mondiale, le GATT/OMC — en échange de la légitimité que ces institutions leur conféraient. Ils dominaient le système, mais un système fondé sur des règles acceptées par tous, pas uniquement sur la force brute.

La question pour 2025 est : peut-on reconstruire un ordre multilatéral équilibré — des institutions financières qui ne soient pas contrôlées par Washington, des mécanismes de sécurité qui ne dépendent pas de la puissance américaine exclusive — qui permettrait une transition vers le multipolarisme sans guerre et sans chaos ?

La réponse honnête est : peut-être. Si les conditions politiques s'y prêtent. Si les grandes puissances — États-Unis, Chine, Europe — sont capables de négocier des compromis. Si la pression des événements est assez forte pour créer l'urgence, mais pas assez brutale pour déclencher l'escalade.

C'est étroit. Mais ce n'est pas impossible.

Et c'est de cette voie étroite — pas de la guerre, pas de la capitulation — qu'il faut parler maintenant.

L'alternative collaborative — sortir du modèle de domination

Il y a une confusion récurrente dans les analyses de la transition hégémonique : l'idée que la fin de la domination américaine signifie nécessairement le début de la domination chinoise, russe, ou d'une autre puissance. Un hégémon remplace l'autre. La musique change, la structure reste.

Cette confusion est compréhensible — c'est le modèle que l'histoire nous a le plus souvent montré. Mais ce n'est pas le seul modèle possible. Et ce n'est pas le modèle vers lequel la plupart des acteurs non-occidentaux se dirigent.

La vraie alternative à l'hégémonie n'est pas une nouvelle hégémonie. C'est la sortie du modèle de domination lui-même.

Ce que “multipolaire” signifie vraiment

Le mot “multipolaire” est souvent présenté comme un mot d'ordre russe ou chinois — un discours de puissances qui voudraient simplement dominer à leur tour. Cette lecture est partiellement juste pour la Russie et la Chine, qui ont leurs propres ambitions hégémoniques régionales.

Mais pour la grande majorité des pays du monde — les 150 nations qui ne sont ni les États-Unis, ni la Chine, ni la Russie — le multipolarisme signifie quelque chose de différent et de plus pragmatique : l'autonomie stratégique. La capacité de faire ses propres choix commerciaux, politiques, énergétiques, sans être forcé de choisir un camp.

L'Inde commerce avec la Russie malgré les sanctions américaines — et avec les États-Unis malgré les tensions. Elle refuse de choisir. Le Brésil maintient des relations avec Pékin et Washington simultanément. Le Vietnam, anciennement bombardé par les Américains, accueille des bases militaires américaines tout en commerçant massivement avec la Chine.

Ce n'est pas de la duplicité. C'est de la souveraineté.

Et cette souveraineté n'est possible qu'à deux conditions : que le système financier mondial ne soit pas contrôlé par un seul acteur pouvant couper l'accès à volonté, et que la sécurité ne soit pas garantie uniquement par une puissance militaire unique pouvant retirer son parapluie à volonté.

La leçon de l'Europe 1945-1970

Il existe un précédent remarquable, souvent oublié, de construction coopérative après un effondrement du système.

En 1945, l'Europe sort de la guerre en ruines. L'Allemagne est dévastée. La France humiliée par l'occupation. Le Royaume-Uni épuisé. Le continent a produit deux guerres mondiales en trente ans. Le potentiel d'une troisième — entre une Europe de l'Ouest reconstruite et une Europe de l'Est soviétisée — était réel.

Ce qui s'est passé au lieu de ça : la construction méthodique, difficile, parfois chaotique, d'un ordre coopératif en Europe occidentale. La CECA (1951), le traité de Rome (1957), la CEE, puis l'Union européenne — une série d'institutions qui ont lié les économies européennes entre elles de façon suffisamment profonde pour rendre la guerre entre elles économiquement suicidaire.

Adenauer et de Gaulle — deux adversaires d’hier, dont les pays s’étaient fait la guerre trois fois en soixante-dix ans — ont signé le traité de l’Élysée en 1963. Pas parce qu’ils s’aimaient. Pas parce qu’ils partageaient les mêmes visions. Parce qu’ils avaient compris que la coopération était la seule issue viable.

Résultat : trente ans de prospérité sans précédent. Les Trente Glorieuses. La plus longue période de paix en Europe occidentale depuis la chute de Rome.

La coopération n’était pas naïve. Elle était calculée. Elle reposait sur l’idée que dans un monde d’interdépendance croissante, être “meilleur” — plus riche, plus stable, plus influent — passait par la coopération avec ses voisins, pas par leur domination.

Le principe de subsidiarité

Le modèle qui émerge dans les réflexions sur l’ordre post-hégémonique — dans les cercles académiques, dans certains gouvernements du Sud global, dans les mouvements de souveraineté locale — s’articule autour d’un principe simple : chaque niveau fait ce qu’il fait mieux que le niveau supérieur.

La commune gère ce qu’elle gère mieux que la région. La région gère ce que la commune ne peut pas gérer mais que la région peut gérer mieux que l’État national. L’État national gère ce que les régions ne peuvent pas gérer. Et la coopération internationale s’occupe de ce qu’aucun État ne peut gérer seul.

Ce n’est pas de la philosophie abstraite. C’est une réponse pragmatique aux limites de la centralisation. Un empire mondial centralisé à Washington ne peut pas gouverner efficacement 8 milliards d’humains répartis sur des contextes culturels, économiques et géographiques

radicalement différents. Non pas parce qu'il manque de bonne volonté — mais parce que la complexité dépasse structurellement la capacité de gestion d'un centre unique.

Le monde qui vient n'est pas plus simple que le monde qui part. Il est plus décentralisé, plus fragmenté, plus difficile à naviguer pour qui cherche des règles universelles. Mais il est potentiellement plus juste — si les acteurs qui le construisent choisissent la coopération plutôt que la domination.

L'important n'est pas d'être le premier

Il y a une logique profonde dans le modèle hégémonique que nous avons hérité : l'important est d'être le premier. Le plus fort. Celui qui domine. La richesse, la sécurité, l'influence découlent de la position au sommet de la hiérarchie.

Cette logique produit des comportements prévisibles : la course aux armements, la compétition pour les ressources, la tentation de maintenir sa position par la force quand elle est menacée. Elle produit aussi les guerres du pétrodollar, les sanctions, les coups d'État, les régimes de clients — tout l'arsenal de l'hégémonie.

L'alternative commence par un renversement de cette logique : l'important n'est pas d'être le premier. C'est de devenir meilleur en collaborant avec ses voisins, ses proches, ses partenaires naturels.

Ce renversement n'est pas de la naïveté. Il est fondé sur une observation empirique : les sociétés les plus prospères et les plus stables du monde — les pays nordiques, la Suisse, certains pays d'Asie du Sud-Est — ne sont pas celles qui dominent les autres. Ce sont celles qui ont développé des institutions coopératives fortes, des réseaux de confiance solides, une capacité à résoudre les conflits sans recourir à la force.

Devenir meilleur en collaborant — avec les voisins à l'échelle locale, avec les partenaires régionaux à l'échelle nationale, avec les alliés naturels à l'échelle internationale — n'est pas une posture morale. C'est une stratégie.

Ce que ça implique concrètement

À l'échelle des individus et des communautés : construire les réseaux locaux qui fonctionnent indépendamment des systèmes globaux défaillants. Ce que le Tome 7 de cette collection a exploré — l'autonomie économique, la résilience alimentaire, la souveraineté énergétique à l'échelle individuelle et communautaire.

À l'échelle des régions et des nations : développer les alternatives aux systèmes de dépendance — en énergie, en alimentation, en défense, en monnaie. Non pas pour s'isoler, mais pour ne plus être vulnérables aux décisions unilatérales d'acteurs extérieurs.

À l'échelle internationale : soutenir la construction des institutions multilatérales équilibrées — des mécanismes de règlement des différends qui ne soient pas contrôlés par une seule puissance, des systèmes financiers qui n'aient pas d'interrupteur unique, des cadres de sécurité qui ne dépendent pas d'un seul garant.

Ce n'est pas un programme politique complet. Ce n'est pas une utopie. C'est la direction dans laquelle les sociétés résilientes se dirigent naturellement quand elles comprennent que le château de sable ne les protège plus.

De la souveraineté individuelle à la transition systémique

Si vous avez lu le Tome 7 de cette collection — *À qui appartient demain ?* — vous avez rencontré une thèse sur l'autonomie économique individuelle : comment les dividendes du progrès technologique pourraient être redistribués pour émanciper les individus de la dépendance salariale, comment la souveraineté économique personnelle est la condition de la liberté réelle.

Ce tome vous place face à une thèse sur l'effondrement d'un système hégémonique mondial.

Ces deux thèses semblent opérer à des échelles radicalement différentes. L'une parle de votre portefeuille, de votre autonomie, de vos choix de vie. L'autre parle du dollar, des guerres pétrodollar, des fenêtres stratégiques qui se ferment à Washington.

Mais elles sont connectées. Profondément.

La même réponse à des problèmes de niveaux différents

Quand le Tome 7 suggère de réduire sa dépendance à la dette, de détenir des actifs réels plutôt que des actifs financiers, de construire des sources de revenus qui ne dépendent pas d'un employeur unique, de développer une capacité d'alimentation et d'énergie moins dépendante des systèmes industriels centralisés — ce ne sont pas des conseils de survivaliste ou des préparatifs pour l'apocalypse.

Ce sont des réponses pragmatiques à une réalité observable : les systèmes centralisés sur lesquels nous avons appris à nous reposer — le système bancaire, les chaînes d'approvisionnement mondiales, les systèmes de

retraite, les marchés financiers — sont plus fragiles qu'ils n'y paraissent, et leur fragilité est liée au système hégémonique dont ce tome analyse le déclin.

Si le dollar se dévalue brutalement, qui souffre le plus ? Ceux qui ont accumulé des actifs financiers libellés en dollars ou indexés sur des marchés qui y sont exposés. Ceux qui ont des dettes importantes, parce que l'inflation qui accompagne une dévaluation érode le pouvoir d'achat plus vite que les revenus n'augmentent. Ceux qui dépendent entièrement de systèmes d'approvisionnement qui peuvent être perturbés par l'instabilité géopolitique.

Qui souffre le moins ? Ceux qui détiennent des actifs réels — immobilier, or, terres agricoles, compétences non délocalisables. Ceux qui ont des dettes faibles. Ceux qui ont construit une capacité de production locale — alimentaire, énergétique — qui les rend partiellement indépendants des chaînes mondiales.

Les mêmes stratégies individuelles qui protègent contre la volatilité économique ordinaire sont aussi les stratégies qui protègent contre une transition hégémonique chaotique.

L'or — du signal macro à la protection micro

L'or est peut-être l'exemple le plus clair de cette connexion entre l'échelle individuelle et l'échelle systémique.

À l'échelle systémique, le Tome 8 (*Le Privilège exorbitant*) et ce tome ont montré comment l'or est redevenu l'ancre monétaire de référence pour les banques centrales du monde entier — précisément parce qu'il ne peut pas être gelé, qu'il n'a pas de contrepartie, qu'il n'est pas une promesse de quelqu'un d'autre.

À l'échelle individuelle, les mêmes propriétés s'appliquent. Un lingot d'or ou une pièce d'or n'est la promesse de personne. Elle ne dépend pas de la solvabilité d'une banque. Elle ne peut pas faire faillite. Elle n'est pas annulée par un décret gouvernemental ou une décision de banque centrale.

Ce qui est vrai pour la banque centrale polonaise qui achète des tonnes d'or pour protéger ses réserves souveraines est vrai pour l'épargnant belge ou français qui achète quelques pièces comme protection de son patrimoine.

L'échelle change. La logique est identique.

La coopération locale comme réponse à l'insécurité globale

Le chapitre précédent a exploré l'alternative collaborative à l'échelle internationale — la construction d'un ordre multipolaire coopératif. Mais cette alternative ne commence pas dans les chancelleries diplomatiques. Elle commence dans les quartiers, les villages, les réseaux locaux.

Les systèmes qui résistent le mieux aux chocs économiques sont ceux qui combinent des connexions globales avec une résilience locale. Les communautés qui ont des réseaux d'entraide solides, des capacités productives locales, des liens de confiance entre voisins — ces communautés absorbent les chocs mieux que celles qui dépendent entièrement de systèmes centralisés anonymes.

Ce n'est pas du romantisme rural. C'est une observation empirique. Les villes et villages européens qui ont le mieux traversé les crises économiques des vingt dernières années — la crise financière de 2008, les disruptions de la pandémie, le choc énergétique de 2022 — sont ceux qui avaient développé des capacités productives locales, des réseaux de solidarité actifs, des économies diversifiées.

Devenir meilleur en collaborant avec ses voisins n'est pas un principe politique abstrait. C'est une stratégie de survie concrète.

Ce que ça signifie pratiquement

Pour l'individu, les stratégies du Tome 7 restent pertinentes, et deviennent plus urgentes :

— Réduire ses dettes, car la dette est une vulnérabilité dans toute transition économique. — Allouer une partie de son épargne à des actifs réels (or physique, immobilier utile, terres) qui ne dépendent pas de la solvabilité d'une contrepartie. — Développer des compétences qui créent de la valeur indépendamment des grandes structures économiques — compétences manuelles, savoir-faire locaux, réseaux humains directs. — Construire une capacité d'autonomie alimentaire partielle — potager, conservation, production locale — non comme préparation au pire, mais comme réduction de la dépendance aux chaînes longues fragiles.

Pour les communautés et les territoires :

— Soutenir les circuits courts et les économies locales qui créent de la résilience, pas seulement de l'efficacité à court terme. — Développer des sources d'énergie locales (solaire, éolien, bois, géothermie) qui réduisent la dépendance aux chaînes d'approvisionnement longues et volatiles. — Construire les institutions de coopération locale — coopératives, mutuelles, réseaux d'entraide — qui fonctionnent quand les systèmes globaux défontent.

Pour les nations européennes en particulier :

— Diversifier les réserves de change hors du dollar — comme l'ont déjà fait la Pologne, la Hongrie, la Turquie. — Construire une autonomie stratégique réelle — capacités de défense européennes, indépendance

énergétique, souveraineté technologique. — Soutenir la construction d'institutions financières internationales qui ne soient pas contrôlées par un acteur unique.

La boucle complète

Ce tome est le treizième d'une collection qui a commencé par analyser comment les masses sont manipulées (Tome 1), comment la puissance s'exerce et se maintient (Tomes 2 à 12), et qui se termine par la question : qu'est-ce qui vient après ?

La réponse n'est pas l'effondrement. Ni l'apocalypse. Ni la guerre inévitable.

La réponse est une transition — dont la durée, la violence et les conséquences dépendent des choix que font les acteurs qui la traversent, des individus aux nations.

Et ces choix commencent maintenant. Pas dans dix ans. Pas quand le système s'effondre. Maintenant — pendant que les fenêtres sont encore ouvertes, pendant que les alternatives peuvent encore être construites calmement plutôt qu'improvisées dans la panique.

C'est pour ça que ce livre est le treizième de la collection — et pas le dernier mot.

Le dernier mot appartient à ce que vous construisez après l'avoir lu.

Épilogue

Bruxelles, juin 2026.

Élise Fontaine entre dans la même salle de réunion qu'en janvier. La même vue sur le Parlement européen, le même drapeau bleu étoilé. La même table ovale. Mais quelque chose a changé — pas dans la pièce, dans elle.

Elle a passé cinq mois à relire des rapports qu'elle avait lus mais pas vraiment vus. Les statistiques sur les achats d'or des banques centrales. Les données sur la dédollarisation progressive. Les rapports sur mBridge et son extension. Les projections sur la dette américaine et son refinancement. Les analyses du piège de Taiwan. L'évolution du programme nucléaire iranien.

Elle les avait tous. Elle ne les avait pas mis ensemble.

Ce n'est pas qu'elle manquait d'intelligence ou d'information. C'est qu'elle avait, comme beaucoup de ses collègues, investi vingt-cinq ans dans la compréhension et la défense d'un système. Et comprendre un système rend difficile de voir ses limites structurelles — non par malhonnêteté, mais parce que le cerveau humain tend à filtrer les informations qui contredisent le cadre dans lequel il opère.

Thomas entre dans la salle, pose une tasse de café devant elle. “Le rapport final sur mBridge est arrivé. Ils ont eu dix-huit nouveaux pays qui ont demandé à rejoindre le pilote.”

Elle hoche la tête. Elle n'est plus surprise.

Ce que la transition hégémonique lui a enseigné, au fond, c'est une leçon sur la lucidité.

La lucidité n'est pas le pessimisme. Ce n'est pas contempler l'effondrement avec une satisfaction morbide, ni céder à la panique parce que les structures qu'on connaissait vacillent.

La lucidité, c'est voir ce qui est en train de changer avant que ça vous arrive dessus. C'est comprendre les mécanismes — pas pour les subir passivement, mais pour naviguer dedans avec les yeux ouverts.

L'empire américain n'est pas en train de s'effondrer du jour au lendemain. Le dollar ne disparaîtra pas demain matin. Les bases américaines ne fermeront pas la semaine prochaine. La transition hégémonique prend des décennies — comme elle en a pris pour la livre sterling entre 1914 et 1956, comme elle en a pris pour la domination espagnole entre 1580 et 1680.

Mais les décennies passent. Et ceux qui ont vu la transition arriver — et ont commencé à s'y adapter avant qu'elle soit douloureuse — ont toujours été mieux lotis que ceux qui ont attendu que la réalité s'impose à eux.

Il y a une phrase que Thucydide met dans la bouche des Méliens, lors du dialogue qui précède leur extermination par Athènes. Les Méliens sont une petite île neutre. Athènes leur demande de se soumettre ou d'être détruits. Les Méliens plaident pour la justice, pour les règles, pour l'espoir que les autres viendraient à leur secours.

Les Athéniens leur répondent avec une brutalité conceptuelle parfaite : “Les puissants font ce qu'ils peuvent. Les faibles souffrent ce qu'ils doivent.”

Cette logique a gouverné le monde depuis que les hommes s'organisent en États.

La question que pose ce livre n'est pas si cette logique peut être abolie par décret. Elle ne peut pas. La nature humaine et la compétition pour les ressources la reproduiront toujours, sous une forme ou une autre.

La question est : peut-on construire des systèmes — des institutions, des règles, des réseaux de coopération — qui réduisent la portée de cette logique ? Qui créent des espaces où les faibles ne sont pas simplement à la merci des puissants ?

L'Europe a répondu oui entre 1945 et aujourd'hui — imparfaitement, incomplètement, avec beaucoup de contradictions. Mais elle a montré que c'était possible.

Le monde multipolaire qui vient peut reproduire ce modèle à plus grande échelle. Ou il peut reproduire la logique de Thucydide — un empire remplace l'autre, les règles du jeu restent les mêmes.

Le choix n'appartient pas à un seul acteur. Il appartient à l'ensemble des acteurs — y compris à chacun d'entre nous, dans les choix que nous faisons quotidiennement sur où nous mettons notre argent, sur qui nous soutenons politiquement, sur les réseaux dans lesquels nous investissons notre temps et notre confiance.

Élise Fontaine range ses documents. Elle a une réunion dans vingt minutes — sur la stratégie de réserves de change de la BCE pour les cinq prochaines années.

Pour la première fois depuis longtemps, elle sait exactement ce qu'elle va proposer.

Et pourquoi.

Bibliographie sélective

Sur le système pétrodollar et la domination financière

Michael Hudson — *Super Imperialism: The Economic Strategy of American Empire* (1972, réédité 2021). La référence fondamentale sur le mécanisme par lequel les États-Unis ont transformé leur dette en instrument de domination mondiale. Hudson a été le premier à documenter systématiquement le “privilège exorbitant” et ses mécanismes.

Barry Eichengreen — *Exorbitant Privilege: The Rise and Fall of the Dollar* (2011). Analyse équilibrée par un économiste mainstream sur la domination du dollar et ses fragilités structurelles. Plus prudent que Hudson, mais utile pour comprendre les positions institutionnelles.

David Spiro — *The Hidden Hand of American Hegemony: Petrodollar Recycling and International Markets* (1999). Documentation précise de l'accord pétrodollar Nixon-Kissinger-Saoud et de ses conséquences sur les marchés financiers.

Luke Gromen — *The Fringe Finance Newsletter*. Analyste indépendant qui modélise en temps réel la transition pétrodollar, l'or comme ancre monétaire alternative, et les implications pour les marchés. Ses travaux sur le prix d'équilibre de l'or et sur mBridge sont parmi les plus précis disponibles.

Zoltan Pozsar — *War and Commodity Encumbrance* et autres rapports (2022-2024). Ancien analyste de Credit Suisse et de la Fed de New York, ses notes sur la “Bretton Woods III” et le rôle de l'or dans le système post-pétrodollar ont eu une influence considérable sur la réflexion des banquiers centraux.

Sur la dette américaine et la crise fiscale

Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff — *This Time Is Different: Eight Centuries of Financial Folly* (2009). Documentation exhaustive des cycles d'endettement souverain et de leurs résolutions historiques. Essentiel pour comprendre les patterns récurrents.

Lawrence Kotlikoff — *The Coming Generational Storm* et travaux sur le “fiscal gap” américain. Économiste de Boston University dont les calculs du gouffre fiscal américain (en incluant les engagements implicites de Medicare, Medicaid, Social Security) font apparaître une dette réelle bien supérieure aux chiffres officiels.

Ray Dalio — *The Changing World Order: Why Nations Succeed and Fail* (2021). Fondateur de Bridgewater Associates, son analyse des cycles de puissance hégémonique (hollandais, britannique, américain) et de leurs patterns communs est une référence pour comprendre où en est le cycle américain.

Sur le piège de Thucydide et la géopolitique

Graham Allison — *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?* (2017). La référence académique sur le piège de Thucydide, avec l'analyse des 16 cas historiques sur 500 ans.

John Mearsheimer — *The Tragedy of Great Power Politics* (2001, réédité 2014). Théoricien réaliste offensif dont l'analyse de la compétition entre grandes puissances reste l'une des plus précises pour comprendre les dynamiques actuelles entre les États-Unis et la Chine.

Pepe Escobar — *Rerouting the Silk Road* et analyses sur les BRICS et le système eurasiatique. Journaliste brésilien installé en Asie, ses analyses du système alternatif en construction sont souvent plus précises que celles des médias mainstream.

Sur les limites de la puissance militaire américaine

Andrew Bacevich — *The Limits of Power: The End of American Exceptionalism* (2008) et *America's War for the Greater Middle East* (2016). Général américain devenu critique, son analyse des guerres post-11 septembre comme symptôme d'une sur-extension impériale est indispensable.

Joseph Stiglitz et Linda Bilmes — *The Three Trillion Dollar War* (2008). Économistes Nobel et Harvard estimant le coût réel de la guerre d'Irak — en incluant les coûts différés (soins aux vétérans, intérêts sur la dette de guerre). Leur méthodologie a été reprise pour Afghanistan et actualisée depuis.

Seymour Hersh — *Chain of Command* (2004) et articles divers. Journaliste d'investigation dont les révélations sur Abu Ghraib, les programmes de torture, les mensonges sur les armes de destruction massive en Irak ont documenté le gouffre entre le discours officiel et la réalité des guerres américaines.

Sur l'or et les systèmes monétaires alternatifs

James Rickards — *Currency Wars* (2011) et *The New Case for Gold* (2016). Juriste et stratège financier dont les analyses sur la guerre des devises et le rôle de l'or dans le système monétaire international ont été largement influentes.

Jim Rickards — *Sold Out: How Broken Supply Chains, Surging Inflation, and Political Instability Will Sink the Global Economy* (2022). Actualisé sur les fragilités systémiques révélées par la pandémie et la guerre en Ukraine.

Sources primaires et rapports institutionnels

Banque des règlements internationaux (BIS) — Rapports annuels et rapports trimestriels sur les réserves de change mondiales, le projet mBridge, les CBDC. Disponibles sur [bis.org](https://www.bis.org).

World Gold Council — Rapports trimestriels sur les achats d'or des banques centrales. Données les plus complètes disponibles sur la tendance de dédollarisation via l'or.

Congressional Budget Office (CBO) — Projections budgétaires annuelles sur la dette américaine, les intérêts, les trajectoires fiscales. Source officielle non partisane.

Câbles diplomatiques déclassifiés — Archives du Département d'État américain disponibles sur WikiLeaks et via les demandes FOIA. En particulier le câble C05779612 (Clinton, Kadhafi/dinar or, 2011) et les archives sur la construction de la menace russe post-1991.

Du même auteur

Une série de livres indépendants, lisibles dans n'importe quel ordre, qui forment ensemble un seul projet : comprendre les mécanismes qui gouvernent votre vie — pour reprendre le contrôle.

Le Pays du Surréalisme — Trilogie fiction belge

Les Intercommunales (Tome 1) — *L'art de voler avec des mains propres*
Liège, 1991-2005. Les fonds de pension vidés. Cent soixante-dix mille affiliés spoliés. Des élus de tous les partis. Et personne en prison.

Brabant wallon (Tome 2) — *Vingt-huit morts pour un vote* 1982-1985.
Des supermarchés. Des familles ordinaires. Un réseau paramilitaire lié à l'OTAN. Zéro condamnation.

Le Dossier bis (Tome 3) — *Ce que le dossier Dutroux n'a jamais dit*
Bruxelles, 1996-2019. Le réseau protégé. Les connexions institutionnelles et internationales. Le silence organisé.

Les rouages — Comprendre le monde

Le Métier de Berger (Livre 1) — amazon.fr/dp/B0GSBY4Z1Y (ebook)
— amazon.fr/dp/B0GSGWFFZG (broché)

L'Angle Mort (Livre 2) — amazon.fr/dp/B0GSNSJ12S (ebook) — amazon.fr/dp/B0GSRYH2Q7 (broché)

La Machine Invisible (Livre 3) — amazon.fr/dp/B0GT69R9GK (ebook)
— amazon.fr/dp/B0GT8XHD81 (broché)

Le Dernier Verrou (Livre 4) — amazon.fr/dp/B0GT2FQ1XK (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4WN4RZ (broché)

La Chaîne Dorée (Livre 5) — amazon.fr/dp/B0GTYKDC49 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV2FJKLL (broché)

La Résistance Capturée (Livre 6) — amazon.fr/dp/B0GTYQZ12G (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV2QKCJM (broché)

À qui appartient demain ? (Livre 7) — amazon.fr/dp/B0GTQLDF2F (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTTKC8DJ (broché)

Le Pacte de 1973 (Livre 8)

L'Ennemi désigné (Livre 9)

Le Ventre mou de l'Empire (Livre 10)

La Guerre de trop contre l'Iran (Livre 11)

La Novlangue (Dictionnaire — hors-série gratuit)

Trois captivités — Manuel de reconquête (Introduction à la collection)
— amazon.fr/dp/B0GTV7F6F2 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTYK7H8M (broché)

Les rouages — La santé

Ce que vous mangez vous gouverne (Livre 1) — amazon.fr/dp/B0GT13KTZV (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT49YKQL (broché)

L'Alchimie Alimentaire (Livre 2) — amazon.fr/dp/B0GT183WYR (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4CVYHR (broché)

Conserver le vivant (Livre 3) — amazon.fr/dp/B0GSZHNK67 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GT4KQXD3 (broché)

Santé & Conscience

Pourquoi êtes-vous malade ? — *Ce que l'industrie vous fait — et comment s'en sortir*

Collection Cuisine Souveraine

L'Alchimie Alimentaire (CB1)

La Table (CB2 — *Cuisines du Monde qui Soignent*) — amazon.fr/dp/B0GTMZ6G9G (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTMTDHMC (broché)

L'Anti-Inflammatoire (CB3) — amazon.fr/dp/B0GTZS7R1K (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3JL7MG (broché)

L'Apothicaire (CB4 — *Remèdes Naturels*) — amazon.fr/dp/B0GTMJ-JYC6 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTNMFKP1 (broché)

La Soupière (CB5 — *Soupes Thérapeutiques*) — amazon.fr/dp/B0GV1H-FRPW (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3N3FTG (broché)

L'Ayurveda (CB6) — amazon.fr/dp/B0GV1Q5CT3 (ebook) — amazon.fr/dp/B0GV3W64K6 (broché)

La Fermenterie (CB7 — *Fermentation Maison*)

Les Desserts Sains (CB8) — amazon.fr/dp/B0GTN714VL (ebook) — amazon.fr/dp/B0GTQZKK6Y (broché)

Le Fournil (CB9 — *Pain au Levain*)

Le Jardin (CB10 — *Potager et Autonomie*)

Le Rééquilibrage (CB11 — *Maigrir Sans Régime*) — amazon.fr/dp/B0GTMJJYC6 (ebook)

De l'or au code

Tome 1 : Constat — amazon.fr/dp/B0GR1G35J8 (*ebook*) — amazon.fr/dp/B0GR54ZZJ3 (*broché*)

Tome 2 : On construit la mécanique — amazon.fr/dp/B0GQ4VL8K9 (*ebook*) — amazon.fr/dp/B0GRZT2N76 (*broché*)

Tome 3 (*à paraître 2026*)

Suivre Jacques Jordens

Blog, articles et mises à jour : jordens.eu

“Ce que vous savez ne peut plus vous gouverner.”